

36 MILLIARDS DE DOLLARS ALLOUÉS À L'EXPLORATION GAZIÈRE
DURANT 2024-2028

Sonatrach vise une production de 150 milliards m³

Notre fleuron national s'est fixé comme but d'être non seulement un fournisseur fiable, mais aussi un acteur incontournable dans la politique gazière mondiale. En effet, l'Algérie a réussi à bâtir une industrie gazière parmi les plus développées dans le monde, grâce aux importantes réserves existantes et aux projets d'investissement colossaux consentis. A ce sujet, M. Youcef Khanfar, directeur central des Ressources nouvelles à la Sonatrach, qui s'exprimait chez nos confrères de la Radio nationale, affirme que la partie la plus importante dans le secteur des hydrocarbures reste l'activité Amont, c'est-à-dire l'exploration et le développement. P 3



CESSION DE CAPITAL
DES SOCIÉTÉS EXERÇANT DANS
UN SECTEUR STRATÉGIQUE

Le gouvernement se penche sur le dossier

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, lundi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'un nombre de communications relatives à plusieurs secteurs, indique un communiqué des Services du Premier ministre.

P 2

LE MINISTRE DES FINANCES À
PROPOS DE L'OUVERTURE DU
CAPITAL DU CPA

Conférer à la Bourse d'Alger une nouvelle dynamique



L'ouverture du capital du Crédit populaire d'Algérie (CPA) par son introduction en bourse participait de la réforme du secteur bancaire pour la consécration de la bonne gouvernance et de la transparence comme critères essentiels et la dynamisation de la Bourse d'Alger. C'est ce que le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé, dimanche soir à Alger, lors d'une rencontre organisée par le CPA.

P 5

DIRECTION RÉGIONALE
DES DOUANES DE SÉTIF

Plus de 2,4 milliards de DA d'amendes en 2023

Le montant des amendes encourues pour des infractions douanières relevées par la Direction régionale des Douanes de Sétif au titre de l'exercice 2023, s'élève à plus de 2,4 milliards de dinars, a-t-on appris, lundi, auprès de ce corps constitué.

P 5

**Afrika[®]**
AgroFood
SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE L'AGRO-INDUSTRIE EN AFRIQUE

20 > 23 MAI 2024
PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE
COÏNCIDE AVEC
SIPSA[®]
FILAHHA
SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE
**DJAZAQUA[®]**
SALON DE LA PÊCHE DURABLE &
DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES

MILA
Remise des autorisations d'exploitation définitives à 29 investisseurs

Des autorisations d'exploitation définitives ont été remises dimanche au niveau de l'Unité de production de plastique de la commune de Ferdjioua (Mila) à 29 investisseurs activant dans la wilaya. Ces autorisations définitives obtenues après la levée des entraves ayant retardé leur régularisation permettent à ces opérateurs d'exercer normalement dans les divers secteurs, à l'instar de l'agroalimentaire, de conditionnement, de transformation des plaques métalliques, de stations-services et de l'hôtellerie, selon les explications données sur site. Dans une déclaration à la presse, le wali, Mostefa Koreich a indiqué que ces autorisations définitives ont été délivrées à ces opérateurs activant dans plusieurs communes grâce aux efforts des autorités locales d'accompagnement des investisseurs pour lever les entraves rencontrées et générer des emplois, assurant que le travail est poursuivi pour régulariser d'autres projets d'investissement.

CNEP-BANQUE
Lancement d'un produit dédié à la sécurité et le confort domestique

La Cnep-Banque a lancé un nouveau produit dédié à la sécurité et le confort domestique, permettant aux citoyens de bénéficier d'un financement pour l'acquisition et l'installation de système de chauffage central au niveau de leurs foyers, a-t-elle indiqué, lundi, dans un communiqué. Commercialisé sous le nom "Sérénité", ce nouveau produit est "une réponse concrète aux besoins des citoyens en matière de sécurité et de confort domestique", assure cette banque publique. Il consiste en un financement d'acquisition et installation de système de chauffage central par des professionnels, garantissant, ainsi, aux citoyens la sécurité et le bien-être au niveau de leurs foyers, a-t-elle expliqué. Les principaux avantages du Crédit "Sérénité" sont : un montant pouvant aller jusqu'à 400.000 DA, avec une période de remboursement étalée sur 48 mois, un taux d'intérêt compétitif de 4%, frais de dossier à 00,00 DA et sans garantie, ajoute le même source. A cet effet, elle a souligné qu'en choisissant le produit "Sérénité", les clients bénéficient d'une "solution de financement adaptée, leur permettant de profiter pleinement de l'hiver en toute quiétude". Elle les a invités, à ce titre, à saisir cette opportunité et à se rapprocher de ses agences pour plus d'informations.

CESSION DE CAPITAL DES SOCIÉTÉS EXERÇANT DANS UN SECTEUR STRATÉGIQUE

Le gouvernement se penche sur le dossier

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, lundi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'un nombre de communications relatives à plusieurs secteurs, indique un communiqué des Services du Premier ministre.

Par S R

Dans le domaine de l'investissement, le Gouvernement a examiné un avant projet de texte réglementaire fixant les conditions de cession des actions ou des parts sociales du capital social des sociétés de droit algérien exerçant dans l'un des secteurs stratégiques, et ce, conformément aux dispositions de l'article 52 de la loi de finances complémentaires de 2020, indique la même source. En effet, l'élaboration de cet avant projet de loi entre dans le cadre de la mise en œuvre des directives du président de la Répu-

blique, Abdelmadjid Tebboune, relatives au parachèvement de la promulgation des textes réglementaires relatifs à l'investissement. Le Président de la République avait instruit, rappelle-t-on, lors de la réunion périodique du Conseil des ministres, d'ouvrir le capital des sociétés publiques, y compris les banques, de trouver des solutions efficaces et de s'éloigner de la gestion administrative pour développer le secteur industriel. Le Gouvernement a également entendu des communications sur les mesures prises pour assurer la poursuite de la mise en œuvre de la politique nationale dans le domaine de l'industrie pharma-

ceutique et la disponibilité des médicaments au niveau des établissements publics de santé. Il est à rappeler que la réunion du Gouvernement, a été également consacrée à la présentation de communications relatives aux secteurs de l'Education nationale et des Affaires religieuses et des Wakfs, ainsi qu'au suivi de l'état de mise en œuvre des dispositions de la loi relative à l'exercice du droit syndical et à l'examen des approches les plus efficaces permettant de résoudre la problématique d'absorption par le marché du travail du flux des diplômés universitaires hautement qualifiés, dans l'avenir.

TRANSPORT MARITIME/ RAMADHAN

Réduction de 50% sur les billets au profit de la diaspora algérienne

L'Entreprise nationale de transport maritime des voyageurs (ENTMV) appliquera une réduction de 50% sur les billets au profit des membres de la communauté nationale à l'étranger à l'occasion du mois de Ramadhan, prévu mars prochain, a annoncé lundi à Alger son Directeur général, Abdelhakim Bouzaher. Ces réductions s'étaleront tout au long du mois sacré et dix (10)

jours après le fête de l'Aïd, a expliqué M. Bouzaher devant les membres de la Commission des affaires extérieures, de la coopération et de la communauté à l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d'une audition présidée par Rabah Bouteldja, président de la commission compétente. Soulignant que cette mesure intervenait en application des instructions du président de la Ré-

publique, M. Abdelmadjid Tebboune, l'orateur a indiqué que son but était de permettre aux membres de la communauté nationale à l'étranger de passer le Ramadhan et l'Aïd avec leurs familles et proches. Par ailleurs, évoquant les perspectives de l'entreprise, M. Bouzaher a fait savoir que pour l'année 2024, la compagnie compte atteindre 348 dessertes, et le transport de 511.000 passagers

et 143.000 véhicules. Il a, dans ce sens, rappelé qu'en plus de la flotte de l'entreprise, un navire affrété a été mis en service depuis le début du mois de février courant avec une capacité dépassant les 1600 passagers et plus de 450 véhicules. Par ailleurs, le responsable a fait état de la création prochaine de deux agences pilotes de vente de billets, une à Oran et l'autre à Alger.

ALGÉRIE POSTE-SAA

Contrat de paiement des indemnités d'assurances dans les établissements postaux

Algérie Poste (AP) et la Société nationale d'assurances (SAA) ont signé, dimanche à Alger, un contrat de prestation de paiement des indemnités d'assurances au niveau des établissements postaux, indique un communiqué d'AP. Le contrat a été signé par le directeur général d'Algérie Poste, Louai Zidi, et le président directeur général de la SAA, Youcef Benmicia, lors d'une cérémonie qui s'est tenue au siège de la direction générale de la SAA. Ce contrat porte sur la prestation de paiement des indem-

nités d'assurances aux bénéficiaires non détenteurs de CCP (Compte Courant Postal) au niveau des bureaux de poste à travers le territoire national, précise la même source, ajoutant que cette collaboration entre AP et la SAA "vise à faciliter et sécuriser les paiements des indemnités d'assurances, offrant ainsi un service plus accessible et efficace aux assurés". "En vertu de cet accord, les bénéficiaires d'indemnités d'assurances, même s'ils ne détiennent pas de CCP, pourront désormais recevoir leurs paiements

directement dans les bureaux de poste, offrant ainsi une solution pratique et efficiente", ajoute le communiqué. A cette occasion, M. Zidi a exprimé "sa satisfaction quant à cette collaboration", soulignant l'engagement d'Algérie Poste à "continuer à offrir des services innovants et accessibles à tous les citoyens". De son côté, M. Benmicia a salué cette initiative "qui renforce davantage la relation entre les deux entités et contribue à améliorer l'expérience des clients en matière d'assurance".

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

36 MILLIARDS DE DOLLARS ALLOUÉS À L'EXPLORATION GAZIÈRE DURANT 2024-2028

Sonatrach vise une production de 150 milliards m3

Notre fleuron national s'est fixé comme but d'être non seulement un fournisseur fiable, mais aussi un acteur incontournable dans la politique gazière mondiale. En effet, l'Algérie a réussi à bâtir une industrie gazière parmi les plus développées dans le monde, grâce aux importantes réserves existantes et aux projets d'investissement colossaux consentis. A ce sujet, M. Youcef Khanfar, directeur central des Ressources nouvelles à la Sonatrach, qui s'exprimait chez nos confrères de la Radio nationale, affirme que la partie la plus importante dans le secteur des hydrocarbures reste l'activité Amont, c'est-à-dire l'exploration et le développement.

Par Réda Hadi

Ce même responsable a surtout expliqué que la Sonatrach s'inscrit avant tout dans la stratégie mondiale du gaz. Et partant de là, du fait que la demande mondiale, devrait augmenter d'un peu plus de 1 %, la politique gazière du groupe se focalise sur le travail en amont qui est créateur de valeur et de pérennité. Or pour lui, si la production est le socle des activités de la Sonatrach, les activités en amont telles que la recherche et la découverte de nouveaux gisements sont essentielles. A cet égard, M Khanfar explique à nos confrères, qu'il faut rechercher de nouveaux gisements pour, au moins, maintenir le même niveau de production, mais surtout répondre aux besoins allant crescendo, et que cela demeure un challenge majeur. Pour cela, « Sonatrach prévoit d'investir 50 milliards de dollars, entre 2024 et 2028, dont 70% vont à l'activité amont, soit 36 milliards de dollars», a-t-il ajouté. Pour ce responsable, pour mieux s'affirmer sur la scène internationale, il faut développer les gisements actuellement exploités et en trouver d'autres. Et de préciser surtout, qu'en la matière l'Algérie a su se développer dans les géosciences, et s'adapter aux nouvelles techniques. Par ailleurs, il a expliqué que Sonatrach a effectué 163 forages avec 80 découvertes en cinq ans. « La moyenne de production de gaz brut en Algérie est de 130 milliards de mètres cubes annuellement et notre challenge est de maintenir ce niveau au-delà de 2030, non seulement pour répondre aux besoins de la consommation en interne,

mais aussi se maintenir sur le marché gazier international en tant que fournisseur fiable, notamment envers notre marché traditionnel, l'Europe et pourquoi pas au-delà ». A ce titre, « il a été effectué 163 forages durant les cinq dernières années donnant lieu à 80 découvertes, soit un taux de réussite de près de 50% ». Des sources de ce groupe, nous ont confirmé que dans l'Amont, Sonatrach opère, en effort propre ou en partenariat avec des compagnies pétrolières étrangères, des gisements parmi les plus importants du monde dans différentes régions du Sahara algérien : Hassi Messaoud, Hassi R'Mel, Hassi Berkine, Ourhoud, Tin Fouyé Tabankort, Rhourde Nouss, In Salah et In Amenas. Ces mêmes sources nous précisent que le plan ambitieux d'investissement de Sonatrach prévoit donc de consacrer 36 milliards de dollars à l'exploration et à la production, 8 milliards de dollars à la transformation, 4 milliards de dollars aux infrastructures et 2 milliards de dollars à la recherche et au développement. Cette enveloppe permettra à Sonatrach de poursuivre son exploration dans les bassins pétroliers et gaziers algériens Il permettra également à la compagnie de moderniser ses installations de production et de transformation, et de développer de nouvelles technologies. L'intervenant a aussi précisé que «l'Algérie est positionnée comme le plus grand fournisseur de gaz naturel dans le bassin méditerranéen et en Afrique» et qu'elle compte «le rester à travers l'exploration de nouveaux gisements et l'amélioration de la production des gisements en développement».

A ce propos, il a assuré que les efforts fournis en matière d'amélioration de la production des gisements avait donné ses fruits, notamment avec l'augmentation de plus de 4 milliards de m3 de gaz durant l'année 2022. «On souhaite aller vers plus de 10 milliards m3 entre 2024-2028 dans l'amélioration de la production des gisements en développement», a-t-il encore fait savoir, tout en rappelant que l'objectif de Sonatrach visait à répondre à la demande nationale en hausse, selon lui, de 3 à 5% par an et qui devrait dépasser les 60 milliards m3 à partir de 2030. S'agissant de l'exploration à l'international, la compagnie nationale des hydrocarbures, qui est présente dans plusieurs pays de la région du Sahel, se focalise beaucoup plus sur la Libye et le Niger, où elle avait obtenu des concessions, a fait savoir M. Khanfar, précisant que Sonatrach a réalisé des découvertes "intéressantes" dans ces deux pays et envisageait de poursuivre l'exploration de nouveaux gisements. Evoquant la production gazière, il a affirmé que « l'Algérie pourrait atteindre les 150 milliards de m3 de production brute de gaz à l'horizon 2025, si tous les gisements en production aujourd'hui et ceux en développement sont bien exploités ». Dans ce contexte, il a ajouté que la moyenne de la production gazière globale actuelle, est autour de 130 milliards m3 par an. «Notre challenge est de maintenir cette moyenne de production au-delà de 2030. Cette production va nous permettre de répondre à la demande du marché national et de garder nos exportations autour de 50 milliards m3 vers le marché historique qui est l'Europe et d'aller vers d'autres marchés», a-t-il conclut.

PÉTROLE

Le Brent en hausse à plus de 82 dollars

Les prix du pétrole montaient lundi, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient continuant de soutenir les cours, avant la publication de rapports mensuels sur le marché. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, prenait 0,69% à 82,19 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en mars, gagnait 0,81% à 76,84 dollars. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publieront leurs rapports mensuels respectivement mardi et jeudi. "L'attention sera portée sur la manière dont ils réviseront leurs perspectives de demande en réaction aux développements mondiaux", affirment des analystes. "La vigueur de l'économie américaine et les mesures de relance chinoises sont positives pour la dynamique de la demande et devraient soutenir les prix du pétrole au-delà des tensions géopolitiques", expliquent les analystes.

SONATRACH- EQUINOR Signature d'un protocole d'entente relatif à la réduction des GES

Le groupe Sonatrach et la société norvégienne Equinor ont signé, dimanche, un protocole d'entente pour la coopération en matière de gestion et de réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES), dans le cadre des activités menées conjointement en Algérie, indique un communiqué du groupe. La mise en œuvre de ce protocole d'entente par les deux parties vise notamment à entamer les démarches utiles en vue de la réduction des émissions de GES, de la recherche de solutions énergétiques bas carbone et de la transition énergétique. Par ailleurs, ce MoU prévoit la poursuite d'études conjointes en vue d'identifier les possibilités de prise en charge du captage de CO2, son utilisation et son stockage sur les sites d'In Salah et d'In Amenas, ajoute le communiqué. Pour rappel, la Société norvégienne Equinor opère en partenariat avec Sonatrach sur les champs gaziers d'In Amenas et d'In Salah.

R. E.

ENERGIE ET MINES

Arkab reçoit une délégation de la BM

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a reçu, dimanche, une délégation de la Banque mondiale (BM) conduite par Syed Tauqeer Hussain Shah, avec laquelle il a examiné les voies et moyens de développer et de renforcer la coopération bilatérale à travers l'échange d'expertises et l'appui technique, a indiqué un communiqué du ministère. "La rencontre, qui s'est déroulée au siège du ministère en présence des cadres centraux, a permis aux deux parties d'explorer les opportunités de coopération bilatérale notamment en termes d'échange d'expertise et d'appui technique concernant les projets en cours et futurs liés au développement des énergies renouvelables", a précisé le communiqué, ajoutant que "les deux parties ont mis en avant les efforts

de l'Algérie visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre ainsi que les différents projets du secteur en général". A cette occasion, M. Arkab a présenté les principaux axes du programme de développement du secteur et les nouveaux cadres réglementaires régissant les activités hydrocarbures et mines, lesquels offrent plusieurs avantages et facilitations d'investissement, rappelant les efforts consentis en vue de diversifier l'économie nationale et d'opérer les réformes prévues dans le Plan d'action du Gouvernement, selon la même source. A ce propos, le ministre de l'Energie a mis en avant les mesures devant renforcer la croissance économique ainsi que le rôle joué par son secteur à plusieurs niveaux, dont la couverture des besoins locaux en électricité, gaz et produits pétroliers tout

en garantissant la couverture énergétique du pays à long terme et ce, à travers des projets d'envergure en matière de production et de transfert d'électricité. Le ministre a également relevé la contribution du secteur à la garantie de la sécurité énergétique mondiale et régionale au niveau africain, notamment en termes de régularité, de stabilité et de fiabilité en matière d'exportation du gaz, à travers des projets d'augmentation des capacités de production, en sus du développement des industries manufacturières, comme les projets de développement des pétrochimies et des projets d'augmentation des taux de récupération et de réduction des émissions et de torchage du gaz dans le cadre de la réduction de l'empreinte carbone dans l'industrie pétrolière et gazière. En outre, le ministre a également

salué les plans de développement du secteur minier et la transformation locale des ressources minières, à travers les projets structurants lancés, à l'instar du projet du minerai de fer de Gara Djebilet, du projet du phosphate intégré, du projet de l'exploitation du zinc et du plomb et autres projets d'exploitation des ressources minières, en vue de l'obtention de matières premières utilisées dans différentes industries manufacturières, selon le ministère. M. Arkab a également rappelé les différents projets du secteur en termes de dessalement de l'eau de mer, ainsi que les mécanismes à même de réaliser une transition énergétique souple, à travers le développement des énergies nouvelles et renouvelables, ajoute le communiqué.

R. E.

LE SALON INTERNATIONAL
DE LA PÊCHE ET
L'AQUACULTURE

Une étape
importante dans
l'accompagnement
de la dynamique
du secteur

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques Ahmed Badani a affirmé, dimanche à Oran, que le Salon international de la pêche et l'aquaculture (SIPA) est devenu une importante étape dans l'accompagnement de la dynamique que connaît le secteur de la pêche et l'aquaculture. Intervenant lors de la cérémonie de clôture de la 9ème édition, tenue à Oran sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre a indiqué que cet événement est devenu "un espace important pour l'échange d'expertises et d'expériences et le transfert de technologie dans divers domaines liés au secteur", notant que cette édition est considérée comme l'une des éditions les plus distinguées en termes de participation (174 exposants, dont 23 de 16 pays étrangers), ou en termes d'accords conclus en marge de ses activités. Il a souligné que cette édition a abouti à la signature de plusieurs accords, notamment ceux relatifs à la coopération entre le ministère de la Pêche et des Productions halieutiques et l'Observatoire national de la Société Civile, ainsi que d'autres entre la Chambre algérienne de la Pêche et l'Aquaculture et la Chambre d'Agriculture, de la Pêche et des Richesses animales et des Forêts du Cameroun et entre la Chambre algérienne de la Pêche et de l'Aquaculture et la Banque nationale algérienne (BNA). La cérémonie de clôture a également enregistré la signature de quatre autres conventions, la première entre la Chambre nationale de la Pêche et l'Aquaculture et la compagnie d'assurances Trust pour l'assurance des navires et équipements de la pêche, la deuxième entre le Centre national de la recherche et développement de la pêche (CNRDP) et l'Université des Sciences et de la technologie "Mohamed Boudiaf" d'Oran. La troisième convention a été paraphée par le CNRDP et l'Université Belhadj Bouchaib de Aïn Temouchent et la quatrième entre la société "Aquatec Agro" et celle de "Marina System Equipment", spécialisée dans la fabrication de quais flottants. Le ministre a déclaré que le salon a lancé l'application électronique du "Dictionnaire de terminologie fonctionnelle pour la pêche et l'aquaculture" sur Android, qui peut être téléchargée et utilisée gratuitement.

POULET

Les prix en baisse de 9%, mais toujours élevés

Durant le quatrième trimestre 2023, les prix du poulet au détail se sont maintenus à des niveaux élevés, enregistrant une légère tendance à la baisse des prix pour le poulet « vidé », un léger recul de l'ordre de 9 % durant le mois de décembre par rapport au mois de novembre.

Synthèse Slimane T

Selon la dernière Note de conjoncture des produits et intrants avicole, les prix du poulet varient selon les régions et n'ont pas baissés sous la barre des 480 DA le kg vidé durant ce trimestre. Une situation qui dure depuis plusieurs mois. La tendance haussière enregistrée au niveau des prix du poulet au détail est due principalement à une perturbation au niveau de l'offre insuffisante et à la désorganisation que connaît le circuit de la distribution / commercialisation, ou un grand nombre d'intervenants profitant de la conjoncture se greffent et multiplient les marges aux différents stades. Il faudra signaler aussi que la cherté des intrants alimentaires (aliments avicoles) et intrants biologiques (poussins) ont poussés de nombreux éleveurs, notamment les petits éleveurs qui ont subies des pertes financières durant le premier semestre 2023 à cause des maladies ont abandonné l'activité de l'élevage, créant ainsi une tension sur les viandes blanches très prisées par les consommateurs à défaut des viandes rouges locales qui restent encore trop chère. Selon la comparaison trimestrielle (4. T. 2023 / 3. T. 2023, « Nous relevons des tendances à la hausse des prix du poulet de chair aux différents stades, de la production jusqu'au prix de détail. Ainsi on a enregistré une augmentation de l'ordre de 12 % au niveau de la production et 6 % pour le détail », lit-on dans la Note. Idem, pour l'œuf de consommation, où les prix ont enregistré un accroissement important, une hausse respectivement de 18 % et 10 % aux stades de la production et du détail. Selon la comparaison annuelle (4. T. 2023 / 4. T. 2022), le même constat est observé en

comparaison annuelle, un accroissement des prix plus accentué et important aux divers stades. Ainsi, l'étude a relevé une hausse de 58 % au niveau de la production, 49 % au niveau de l'abattage et 43% pour le détail. Idem pour les œufs de consommation, « nous relevons des tendances à la hausse des prix, respectivement 28% au niveau de la production et 13 % au niveau du détail ». Concernant les prix des œufs de consommation, ces derniers ont enregistrés une stabilité durant ce quatrième trimestre, des prix qui se maintiennent encore à des niveaux élevés. Les prix du plateau d'œuf varient entre 630 et 650 DA, durant le mois de novembre il a atteint la barre des 700 DA dans certaines wilayas du pays. Un léger recul des prix a été enregistré durant le mois de décembre, une baisse relative de 15 % à 20 %. Le maintien de la hausse des prix s'explique par une baisse de la disponibilité de la poulette démarrée au niveau des élevages, et les réformes des pondeuses effectuées durant le mois de décembre ce qui a influé directement sur la production des œufs de consommation provoquant une perturbation entre l'offre et la demande, qui s'est répercuté sur les prix (la loi de l'offre et la demande). Concernant les prix à la production du poulet de chair (sortie poulailler), durant ce 4 T, une légère tendance à la hausse a été enregistrée. Il a été relevé un accroissement de 3 % entre les mois d'octobre et décembre 2023. Même situation a enregistré sur les prix sortie « abattoirs / tueries ». « On a relevé de légères tendances à la hausse des prix sortie abattoir / tuerie durant ce trimestre, un accroissement de l'ordre de 1 % enregistrée entre les mois de décembre et octobre pour les poulets « vidé » dans différentes wilayas du pays », indique la Note de Conjoncture.

Vers une baisse des prix des œufs

S'agissant des intrants, les prix du maïs et tourteaux de soja se maintiennent à des niveaux stables. Les décisions des pouvoirs publics d'exonérer temporairement ces produits des taxes et de permettre à l'ONAB d'importer du maïs et autres oléagineux afin de faire baisser les prix et de réguler la distribution de ces matières aux UAB privés, aux coopératives et éleveurs conventionnés a eu un effet positif sur les prix des aliments finis. « On a enregistré une légère baisse des prix de 10 à 15 % sur le marché national. Les prix du maïs varient entre 44 000 DA et 46 000. DA la tonne », indique la Note. Quant aux prix du poussin d'1 jour « chair », ils se sont maintenus à des niveaux élevés, des prix qui varient en moyenne entre 200 et 220 DA l'unité. Des prix qui sont loin de la réalité mais ils obéissent à la loi du marché (la loi de l'offre et la demande). Une situation qui n'explique pas réellement cette hausse injustifiée, alors que les prix des poussins ne doivent pas dépasser les 150 DA l'unité. C'est l'une des causes qui a poussé un grand nombre de petits éleveurs à abandonner l'activité de l'élevage momentanément, explique la même source. Il y a lieu de signaler qu'un nombre important de poussins repro - ponte, dépassant les 390 000 sujets ont été importés durant le premier semestre 2023. Ces poussins mis en élevage, sont actuellement en phase de production des œufs à couvrir « ponte » et poulettes démarrées. Avec les nouvelles dispositions qui sont inscrites dans la loi de finance 2024 comme la suppression de la TVA, les mises en place des bandes de pondeuses durant le premier trimestre 2024, la production d'œufs de consommation sera importante et les prix enregistreront des baisses sensibles sur les marchés au début du deuxième trimestre 2024.

ALGÉRIE-CUBA

Vers le renforcement de la coopération dans le domaine de l'hydraulique

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal a tenu, dimanche à Alger, une rencontre avec le directeur de l'Institut national cubain des Ressources hydrauliques, Antonio Rodriguez, lors de laquelle les deux parties ont exprimé la volonté des deux pays d'élargir leur coopération dans le secteur, à d'autres domaines dont le dessalement de l'eau de mer et la protection contre les inondations. Lors de cette réunion tenue au siège du ministère, M. Derbal a exprimé la volonté de l'Algérie d'élargir sa coopération avec Cuba à de nouveaux domaines tels que la lutte contre les inondations, l'amélioration des prestations liées à l'eau potable, le développement de l'assainissement dans les zones urbaines et rurales, ainsi que l'échange d'expertise en matière de dessalement de l'eau de mer. Le ministre a également souligné l'importance de promouvoir les expériences et les capacités de formation des

cadres dans le domaine de l'hydraulique et des ressources en eau des deux pays, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre des conclusions de la 23e session de la Commission mixte de coopération algéro-cubaine, tenue à La Havane en février 2023. M. Derbal a présenté les accords-cadres de coopération entre l'Algérie et Cuba dans le domaine de l'hydraulique, qui ont mené à des résultats "positifs" sur le terrain, notamment l'envoi d'experts cubains en Algérie pour assurer une assistance technique au profit des institutions du secteur, notamment dans les domaines des barrages, de l'hydraulique, du dessalement de l'eau de mer, du traitement des eaux usées, de la géologie et de la cartographie, ainsi que des grands transferts d'eau. Pour sa part, M. Rodriguez, membre du gouvernement cubain, a salué les réalisations de l'Algérie dans le domaine de l'hydraulique et des ressources en eau, y compris les infrastruc-

tures de base jouissant d'un "haut niveau technique". Il a mis en avant, dans ce sens, les progrès réalisés en Algérie dans le secteur, notamment après sa visite à certaines structures telles que la station d'épuration de Baraki. A cette occasion, M. Rodriguez a appelé à "intensifier l'action commune à travers la participation à des expositions et à l'échange d'expertise, à la lumière, notamment, des instructions des dirigeants cubains visant à promouvoir et à élargir la coopération avec l'Algérie à l'avenir". Cette réunion s'est déroulée en présence de cadres relevant du ministère de l'Hydraulique, des organismes placés sous tutelle, et du représentant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, du côté algérien, et des membres de la délégation accompagnant le directeur de l'Institut et l'ambassadeur de Cuba en Algérie du côté cubain.

R E.

LE MINISTRE DES FINANCES À PROPOS DE L'OUVERTURE DU CAPITAL DU CPA

Conférer à la Bourse d'Alger une nouvelle dynamique

L'ouverture du capital du Crédit populaire d'Algérie (CPA) par son introduction en bourse participait de la réforme du secteur bancaire pour la consécration de la bonne gouvernance et de la transparence comme critères essentiels et la dynamisation de la Bourse d'Alger. C'est ce que le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé, dimanche soir à Alger, lors d'une rencontre organisée par le CPA.

Synthèse Sirine R

Le ministre a estimé que l'ouverture du capital de cette banque publique revêtait « une importance capitale dans le renforcement de notre système financier, en ce qu'elle vise à réformer et à réorganiser le secteur bancaire dans notre pays pour consacrer la bonne gouvernance, la transparence et l'efficacité comme critères essentiels et réaliser le saut qualitatif auquel aspire l'Algérie ». Selon M. Faïd, l'introduction en bourse du CPA est de nature à « conférer à la Bourse d'Alger une nouvelle dynamique lui permettant de contribuer efficacement au financement de l'investissement ». Cette opération « traduit la confiance dans les potentialités de notre économie et reflète la maturité de notre secteur financier et notre volonté de nous adapter aux évolutions économiques mondiales », a soutenu le ministre. L'ouverture partielle (à hauteur de 30%) du capital de la banque par le biais d'une introduction en bourse lui permettra de consolider sa capacité à appuyer et à accompagner les

grands projets, ce qui « contribuera, sans nul doute, à booster l'économie nationale, à travers l'encouragement de l'investissement et de l'innovation et la création d'opportunités pour les hommes d'affaires et les investisseurs », a estimé le ministre des Finances. M. Faïd a en outre souligné lors de la rencontre, qui s'est déroulée en présence des directeurs généraux des banques et des établissements financiers, qu'il s'agissait d'une étape qui renforcera davantage le secteur bancaire et stimulera la croissance économique en Algérie, saluant « l'engagement notable de la banque et de tous les acteurs pour la réussite de cette importante initiative ». Il a, dans ce cadre, exhorté les chefs d'entreprises, les opérateurs économiques et les investisseurs à « participer activement à cette étape cruciale de notre histoire économique en investissant dans le capital du CPA ». La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) avait apposé, en janvier dernier, son visa sur la notice d'information concernant l'offre publique de vente (OPV) des actions

du CPA qui a entamé la mise en vente de ses actions aux investisseurs via un réseau comprenant plusieurs banques et un établissement spécialisé dans la gestion des fonds. Il s'agit de la mise en vente de 22 millions d'actions, dans une première phase, au prix de 2.300 DA par action, et ce, jusqu'au 28 février 2024. L'OPV est susceptible d'être augmentée au maximum à 60 millions d'actions (la limite des 30% du capital social) au cas où les demandes de souscription dépasseraient le nombre d'actions mises en vente initialement, selon la COSOB. Le nombre d'actions constituant le capital social du CPA est de 200 millions d'actions, avec une valeur nominale de l'action à 1000 DA. Actuellement, la Bourse d'Alger compte 4 titres cotés : Alliance Assurances, Biopharm, El Aurassi et Saïdal, en plus d'une PME, AOM Invest SPA, spécialisée dans les placements financiers. Après le CPA, la Bourse d'Alger devrait enregistrer, cette année, l'entrée de la Banque de développement local (BDL) à travers l'ouverture de son capital également à hauteur de 30%.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Aoun examine avec le ministre sahraoui de la santé les perspectives de coopération bilatérale

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a reçu dimanche à Alger, le ministre de la santé de la République arabe sahraoui démocratique (RASD), Salek Baba Hasna, avec lequel il a examiné les perspectives de coopération bilatérale dans le domaine pharmaceutique, notamment dans son aspect lié à la formation, indique un communiqué du ministère. Au cours de cette rencontre qui s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de la République arabe sahraoui démocratique (RASD) en Algérie, Abdelkader Taleb Omar, M. Aoun a appelé à une coordination accrue entre les deux parties dans le domaine pharmaceutique, notamment au volet formation, précise la même source. Accompagné du ministre sahraoui de la santé, M. Aoun a profité de l'occasion pour visiter l'unité de production des médicaments d'El Harrach, où les deux ministres ont parcouru les départements de l'usine pour s'informer des activités qui y sont menées "conformément aux normes de qualité internationales", ajoute la même source. Pour sa part, le ministre sahraoui de la Santé a salué les grandes potentialités de l'Algérie dans le domaine de l'industrie pharmaceutique et son récent "bond qualitatif". En guise d'étape concrète, M. Aoun a appelé au "lancement du processus de formation au profit de nos frères sahraouis dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, l'examen de leurs besoins en médicaments et en fournitures médicales, et l'envoi d'une délégation algérienne pour examiner la situation des réfugiés sahraouis en application des instructions du président de la République, qui recommande de tendre la main au peuple sahraoui frère", conclut le communiqué.

DIRECTION RÉGIONALE DES DOUANES DE SÉTIF

Plus de 2,4 milliards de DA d'amendes encourues pour des infractions douanières

Le montant des amendes encourues pour des infractions douanières relevées par la Direction régionale des Douanes de Sétif au titre de l'exercice 2023, s'élève à plus de 2,4 milliards de dinars, a-t-on appris, lundi, auprès de ce corps constitué. "Dans le cadre de l'activité contentieuse, les services douaniers ont enregistré 6.026 dossiers contentieux, dont 5.953 infractions de bureau, 52 délits de contrebande et 21 infractions de change", a ajouté l'inspecteur divisionnaire, Amel Rahab, sous-directrice de l'informatique et de la communication à la direction régionale des Douanes de Sétif, dont la compétence territoriale englobe les wilayas de Sétif, de Bejaïa, de Jijel, de Bordj Bou Arreridj et de M'sila, lors d'une conférence de

presse consacrée aux résultats de l'activité douanière de l'année 2023. Dans le cadre du rôle de constatation et de répression des infractions de change et des mouvements de capitaux, de et vers l'étranger, les services de douanes ont déjoué 21 infractions de change, soit dans le cadre des infractions de change résultant du commerce extérieur, soit celles commises par des voyageurs. Elle a ajouté, à ce propos, que d'importantes sommes de monnaie étrangère et de devises fortes ont été saisies, estimées à plus de 109.400 euros, 3.500 dollars canadiens, 1.908 dollars américains, en plus de plus de 355 grammes d'or. S'agissant de la protection de la santé publique, les mêmes services ont déjoué 18 tentatives de contrebande,

dont 13 opérations liées à des médicaments classés à propriété psychotrope, qui ont conduit à la saisie de 295.848 comprimés psychotropes, selon l'inspecteur divisionnaire, Amel Rahab. Ces opérations s'ajoutent, a-t-elle indiqué, à trois opérations de contrebande de kif traité ponctuées par la saisie de 104 kg de cette drogue et à deux autres opérations qui ont donné lieu à la saisie de 162 grammes de cocaïne, en plus de la saisie de 20 véhicules utilisées par les contrebandiers. Des saisies accompagnées de l'arrestation de 27 personnes qui ont été déférées devant aux autorités judiciaires compétentes. Dans le cadre de la lutte contre l'importation et l'exportation illégales de marchandises portant atteinte à la sécurité et à l'ordre public, les mêmes

services ont saisi 4.284 cartouches de munitions vides et 1.977 unités d'équipements sensibles de différents types, selon Mme Rahab qui a également fait état de la saisie de 14 véhicules et 51 engins dans le cadre du contrôle douanier des moyens de transport et des engins mobiles. Les brigades opérationnelles des Douanes, déployées sur l'ensemble de la juridiction de la Direction régionale des douanes à Sétif "ont à cœur d'accomplir leur tâche conformément aux instructions de la Direction générale des douanes dans le but de protéger l'économie nationale, assurer la sécurité économique, alimentaire et sociale, ainsi que la sécurité et la sûreté du citoyen", a conclu la même source.

R.E.

CONSTANTINE
**Inscription
d’une vingtaine
d’opérations au
profit du secteur
de l’Education
nationale**

La wilaya de Constantine a bénéficié au titre de l’exercice 2024 d’une vingtaine d’opérations à réaliser dans le secteur de l’Education nationale, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. Les opérations prévues dans ce cadre portent sur la réalisation de 12 classes d’extension dans les paliers primaire et moyen, 4 groupes scolaires et 4 collèges d’enseignement moyen (CEM) en plus de la réhabilitation et la réalisation de 3 lycées, a précisé la même source. La majorité de ces projets seront réalisés à la circonscription administrative Ali Mendjeli qui abrite près de 500.000 habitants, selon la même source qui a mis l’accent sur l’importance de ces opérations dans l’amélioration des conditions de scolarisation des élèves. Les communes de Constantine, Ouled Rahmoune, Ain Smara et Ibn Ziad sont également concernées par ces projets inscrits dans le cadre du programme sectoriel décentralisé (PSD) pour l’exercice en cours, a ajouté la même source. Une commission composée de représentants du secteur local de l’Education nationale, des communes concernées, de la Direction des Equipements publics, entre autres a été mise en place pour accélérer le lancement de ces projets et les réceptionner dans les meilleurs délais. Pour rappel, la wilaya de Constantine avait bénéficié en 2023 d’une vaste opération de mise à niveau de près de 200 écoles primaires réparties sur ses 12 communes.

EL-BAYADH
**Une production de plus
de 25.000 quintaux d’olive**

La production d’olive a atteint dans la wilaya d’El-Bayadh, à l’issue de la campagne de cueillette de ce fruit rustique, un volume de 25.000 quintaux, a-t-on appris de la direction locale des Services agricoles (DSA).

Le chef du service Régulation de la production et de l’appui technique, Amar Rimes, a déclaré à l’APS que la campagne, qui vient de s’achever, a concerné quelque 256.000 oliviers, s’étendant sur une superficie globale de 1.100 hectares, répartis sur les 22 communes que compte cette collectivité locale des Hauts-plateaux de l’Ouest. Le même responsable a fait savoir que 80% de la production, soit 23.000 quintaux, ont été expédiés aux huileries, indiquant que ces entités ont produit 2.800 hectolitres d’huile d’olive, alors que le reste de la quantité (2.600 qx) a été réservé pour être commercialisé sous forme

d’olive de table. Par ailleurs, le même responsable a fait observer que la wilaya d’El-Bayadh a réalisé, cette année, un niveau de production encourageant, en comparaison avec la campagne de 2023, lors de laquelle 17 qx seulement ont été engrangés et qui avaient donné lieu à la extraction de 2.100 hectolitres d’huile d’olive.

Il convient de signaler que les professionnels de la filière oléicole de la wilaya d’El-Bayadh, au nombre de 700, sont contraints, actuellement, de solliciter les huileries implantées dans les wilayas voisines pour la transformation de leur production, et ce faute de disponibilité de

telles unités sur le territoire de leur wilaya. Pour sa part, la DSA œuvre à encourager les oléiculteurs de la région à intensifier les superficies consacrées à ce fruit rustique, qui connaît une expansion notable d’année en année, en les orientant et en leur assurant l’appui technique dont ils ont besoin. La même source a fait savoir que des agriculteurs de la filière ont bénéficié d’équipements d’irrigation (goutte-à-goutte), en attendant l’élargissement de cette opération à d’autres professionnels de cette même filière, dans le cadre de la mise en œuvre des mesures incitatives initiées par l’Etat en faveur des agriculteurs.

CROISSANT ROUGE ALGÉRIEN À ORAN
**Formation de 1.000 étudiants et apprentis
aux premiers secours**

Le comité de wilaya du Croissant rouge algérien d’Oran (CRA) a programmé le lancement prochain de la formation de 1.000 étudiants universitaires et apprentis des centres de la formation professionnelle dans le domaine des premiers secours, durant le premier semestre en cours, a-t-on appris, auprès du président du comité, Karim Mouchi. M. Mouchi a indiqué, dans une déclaration à l’APS, qu’il « sera procédé, durant les prochains jours, à l’organisation de sessions de formation aux premiers secours avec les établissements universitaires et les centres de formation professionnelle de la wilaya d’Oran, comprenant la formation de 800 étudiants universi-

itaires et 200 stagiaires, durant le premier semestre de l’année en cours, qui sera sanctionnée par un diplôme reconnu internationalement en matière de sauvetage et secourisme ». Le même interlocuteur a souligné que la formation aux premiers secours, dont la durée est de 16 heures discontinues, est encadrée par 5 formateurs relevant du CRA ayant bénéficié d’une formation organisée par le comité national de cette organisation, en coordination avec l’Union internationale de la Croix et du Croissant rouge international d’Alger, durant le dernier trimestre de l’année 2023. Cette opération vise, selon Mouchi Karim, à offrir à un nombre considérable d’étudiants les voies et les méthodes d’agir en prodiguant les

premiers soins en cas d’urgence à l’intérieur des établissements universitaires, des résidences et centres d’études, en attendant l’arrivée des secouristes spécialisés. Le comité de wilaya du CRA avait lancé, selon le même interlocuteur, l’organisation de campagnes de sensibilisation dans le milieu étudiant sur les dangers de la consommation de drogues, qui s’est étalée jusqu’à hier, mardi. Il est également attendu qu’elle s’étend jusqu’au 28 du mois de février en cours pour toucher toutes les résidences universitaires de la wilaya d’Oran, et ce sur la base d’une convention signée dans ce domaine entre le comité Algérien du CRA, le ministère de tutelle et le ministère de l’Enseignement supérieur et de la

recherche scientifique. D’autre part, une cellule d’accompagnement relevant du Croissant Rouge Algérien (CRA) a été installée au niveau des établissements de l’enseignement supérieur d’Oran, ayant touché, jusqu’à hier mardi, 7 résidences universitaires, avec en prime la programmation de la création d’une cellule similaire avant la fin du mois de février en cours dans quatre(4) établissements universitaires, à savoir la faculté de médecine, la faculté de droit et des sciences politiques de l’université Oran1 « Ahmed Benbella », l’Ecole supérieure d’Economie d’Oran et l’université des sciences et de la Technologie d’Oran « Mohamed Boudiaf ».

GHARDAÏA

**Plus de 5400 oiseaux migrateurs recensés
entre le 15 et 31 janvier**

Pas moins de 5483 oiseaux migrateurs ont été dénombrés par les ornithologues, entre le 15 et 31 janvier dernier, dans les différentes zones humides artificielles de la wilaya de Ghardaïa, devenues des sites privilégiés de halte pour cette population volatile migratrice, a-t-on appris auprès de la Conservation des forêts de la wilaya. Initié dans le cadre des activités du réseau national des observateurs ornithologues algériens (RNOOA), ce recensement a ciblé l’ensemble des zones humides, pour la plupart artificielles de la wilaya, a fait savoir le chef du bureau de la protection de la faune et flore à la Conservation des forêts, Abdelwahab Chedad. L’objectif de ce dénombrement est "d’établir une base de données des différents sites aquatiques et zones hu-

mides artificielles, devenus des refuges et des réservoirs d’une diversité biologique et écologique importante, de connaître l’effectif de la population avifaune migratrice dans la région, sa phénologie et sa densité", a expliqué M. Chedad. Ce comptage a permis de répertorier une trentaine d’espèces avifaunes migratrices avérées dont des espèces dominantes, Tadorne casarca, Sarcelle d’hiver, Canard souchet, Canard pilet, Gallinule poule-d’eau, Foulque macroule, a-t-il noté. Pas moins de 3976 oiseaux migrateurs ont été observés uniquement dans la zone humide de "Kef El Doukhan", située à 16 Km au sud de Ghardaïa, en aval de l’oued M’Zab résultante de l’effluent du projet de la station de lagunage des eaux usées (STEP) de la vallée du M’Zab (Ghardaïa) qui est deve-

nue la première réserve de la biosphère artificielle dans le Sud algérien, a précisé le chef du réseau ornithologique de Ghardaïa. Ce site aquatique artificiel abrite une faune et flore exceptionnelles composées d’oiseaux migrateurs, de toutes sortes d’insectes et d’une végétation luxuriante, qui constituent un parfait pied-à-terre pour ces sujets avifaunes migrateurs diversifiés et variés, dont une partie inscrite sur la liste des oiseaux menacés élaborée par l’Union Internationale pour la conservation de la nature (UICN), a souligné le chef du bureau de la faune et la flore. La wilaya de Ghardaïa compte neuf sites aquatiques artificiels constitués de rejets des eaux usées épurées et deux zones humides naturelles asséchées par la sécheresse qui sévit depuis quelques années dans la région, si-

gnale-t-on. La présence d’une aussi importante population avifaune migratrice (5483) constitue un indicateur biologique de l’état de santé de l’écosystème de ces zones aquatiques artificielle "à forte valeur" de la biodiversité et de la qualité des eaux épurées selon un processus biologique naturel sans mécanisation, ni apport chimique au moyen de lagunage, a rappelé Chedad. La présence d’oiseaux en hausse est un bon indicateur de l’état de la biodiversité locale, a-t-il souligné avant de conclure que ces zones humides artificielles constituent une solution naturelle à la menace planétaire que représentent les changements climatiques. Elles absorbent le dioxyde de carbone et contribuent à ralentir le réchauffement de la planète et à réduire la pollution.

DE L'ÉTALON-OR À L'EURO

Un système monétaire pour briser le pouvoir des travailleurs

À gauche, le décès de Jacques Delors a donné lieu à une série d'hommages embarrassés. On tentait d'opérer une distinction entre la réalité (néolibérale) des institutions européennes et les intentions (sociales) de leur père fondateur.

Par Vincent Ortiz

On répétait que l'œuvre de Delors, cet « infatigable européen », était « inachevée ». On avait libéralisé les capitaux, créé un grand marché couronné par une monnaie unique : il fallait à présent redistribuer, réguler, investir en faveur des plus pauvres. Bien sûr, de très nombreux travaux d'économie suggèrent précisément le caractère intrinsèquement inégalitaire, libéral et austéritaire d'un espace de libre-échange avec un taux de change unique. La zone euro est loin d'être la première qui correspond à ces caractéristiques. Dans les années 1920, un autre cadre institutionnel a produit des effets similaires : l'étalon-or. Un récent ouvrage incite à se pencher sur les parallèles entre ces deux systèmes. Et à garder en mémoire les effets désastreux du premier pour tirer des leçons du second.

Dans *The Capital Order. How Economists Invented Austerity and Paved the Way to Fascism*, (University of Chicago Press, 2022), l'historienne Clara Mattei analyse les politiques économiques mises en place dans l'Italie et la Grande-Bretagne des années 1920. Baisse des salaires, coupes budgétaires, accroissement des taux d'intérêts : elle rappelle l'ampleur de « l'austérité » (loin d'être contemporain, le mot apparaît dans la bouche du ministre italien de l'économie Alberto de' Stefani) imposée aux populations¹. Celle-ci est peu controversée. Elle est même volontiers mise en avant par l'historiographie dominante, qui reconnaît la catastrophe qu'elle a constituée à partir de la crise financière de 1929 : montée en flèche du chômage et de la pauvreté, effondrement des investissements, etc.

« Avec la meilleure foi du monde » : l'austérité, produit d'un aveuglement collectif ?

L'entêtement à poursuivre ces politiques austéritaires est généralement expliqué par le « dogmatisme » de la classe politique, « l'aveuglement » des conseillers, les « erreurs » de la science économique dominante, etc. Dans sa *Théorie générale*, Keynes ne dit pas autre chose : il appelle les dirigeants (économiques et politiques) à se ressaisir ; et à consentir des dépenses d'investissements, afin que consommation et emploi repartent à la hausse. L'arrimage des monnaies européennes à l'étalon-or (empêchant toute dévaluation et générant une compression des salaires, à la manière de l'euro aujourd'hui), qu'il qualifie de « relique barbare », serait le produit d'un mauvais diagnostic économique ou de lubies idéologiques².

Aujourd'hui, de nombreux économistes portent un jugement similaire sur la zone euro : une construction dysfonctionnelle, contraire aux règles d'une saine économie, qui ne pouvait mener qu'à une catastrophe sociale – et qui ne doit son existence qu'au fanatisme idéologique de ses pères fondateurs. C'est par exemple ce qu'affirme d'Ashoka Modi, ex-représentant en chef du FMI. Dans un livre à succès, il narre la construction européenne à la manière d'une tragédie grecque : le terrible dénouement est connu d'avance, mais les protagonistes s'y précipitent les yeux bandés.

Un simple aveuglement, en somme ? La grande force du livre de Clara Mattei est de refuser cette grille de lecture. La fonction de l'austérité dans l'Europe des années 1920, soutient-elle, est de stopper nette la progression du socialisme et de briser le pouvoir des travailleurs. Ceux-ci sont alors en position de force. Galvanisés par la révolution soviétique, ils sont peu soucieux d'abandonner l'interventionnisme économique induit par la Première guerre mondiale. Au contraire : celui-ci semble ouvrir la voie à une étatisation croissante. L'inflation monte en flèche ; mais dans le contexte d'une combativité ouvrière sans précédent, la hausse des salaires

parvient à l'excéder.

Ce sont les rentiers et les détenteurs de capitaux qui sortent perdants de cette séquence. Alors que l'État met en place les investissements qu'ils peinent à consentir, leur inutilité apparaît au grand jour. Pour eux, le cercle vicieux semble infini : plus les salaires augmentent, plus la prépondérance du capital dans l'organisation économique se restreint, et plus c'est la puissance publique que l'on appelle à la rescousse pour investir.

Imposer « l'austérité » devient le mot d'ordre de la classe dominante. À cet égard, Clara Mattei effectue une analyse éclairante des conférences de Bruxelles (1920) et de Gênes (1922). Celle-ci signe le retour de l'étalon-or. Et c'est à Gênes que l'on fait généralement remonter « l'aveuglement » de la classe dirigeante : en arrimant les monnaies nationales à l'or, celle-ci se serait liée les mains, se condamnant à une spirale déflationniste, dont les terribles effets sociaux auraient été décuplés par la crise financière de 1929. Si l'on en croit un article récent du Figaro, Winston Churchill commit « sa plus grande erreur » avec cette décision, qui devait « aggraver » la crise économique et sociale³. Un choix effectué « avec la meilleure foi du monde », peut-on lire.

Clara Mattei met en évidence la dimension de classe de ces conférences internationales. The Economist rend ainsi compte de leur enjeu pour les organisateurs : « sécuriser, contre de puissantes oppositions, l'acceptation d'une politique de déflation contre une politique de dévaluation, et également celle d'une monnaie chère, par opposition à la doctrine continentale d'une monnaie abordable » (p. 137).

Le choix est simple : dans une économie semi-ouverte, un défaut de compétitivité (salaires et prix plus élevés, conférant un avantage aux marchandises importées) peut être combattu ou bien par un ajustement sur la monnaie (dévaluation, qui renchérit les importations), ou bien par un ajustement sur les salaires, à la baisse (déflation). La dévaluation, défendue par ceux qui souhaitaient une hausse continue des salaires, était destinée à protéger l'industrie nationale contre les marchandises étrangères. C'est l'option de la déflation qui fut entérinée par ces conférences. L'arrimage des monnaies à la valeur de l'or, induisant l'impossibilité de les déprécier, allait l'institutionnaliser. Aussi le système étalon-or apparaissait-il comme un moyen de restreindre le champ des possibles en termes de politiques économiques ; de maintenir le statu quo contre « la communauté, dans sa capacité collective », ainsi qu'on peut le lire dans un document conclusif de la conférence de Bruxelles³.

De la même manière, la « monnaie abordable », qui favorisait consommation et investissement, favorisait un état de plein emploi favorable aux travailleurs lors des négociations salariales. La « monnaie chère », au contraire, était synonyme de « temps difficiles et de chômage », ainsi que l'exprime le représentant sud-africain. Elle constituait un levier pour transformer l'un des mots d'ordre de la conférence en réalité : « consommer moins, produire plus ».

Les trois visages de l'austérité

On pourrait reprocher à Clara Mattei l'ampleur de la définition qu'elle donne à « l'austérité ». Celle-ci recouvre, selon elle, trois aspects : fiscal (fiscalité régressive, coupes budgétaires – soit la manière dont on la comprend le plus intuitivement), monétaire (restriction du crédit, hausse des taux, monnaie forte), industriel (bas salaires et chômage). En réalité, on voit vite que ces trois dimensions sont étroitement liées.

L'austérité fiscale, qui réduit la demande en brisant la consommation (par une hausse des impôts indirects ou une coupe dans les aides sociales), freine l'inflation et les échanges, et génère une réévaluation de la monnaie et une

hausse des taux⁴. Une monnaie forte a pour effet de diminuer le coût des produits importés, nuisant à l'industrie nationale et favorisant l'accroissement du chômage, tandis que des taux élevés (qui contribuent à maintenir une monnaie forte) produisent le même effet. Le chômage restreint le pouvoir de négociation des syndicats et leurs moyens de pression sur l'appareil d'État... enclin, par conséquent, à davantage d'austérité fiscale.

Et ainsi de suite. Difficile de distinguer la cause de l'effet dans cet ensemble circulaire. De fait, c'est conjointement que les classes dirigeantes concevaient ces facettes cumulatives de l'austérité.

En Italie comme en Angleterre, ces politiques ont des effets catastrophiques sur le taux de croissance ou les exportations. « L'austérité monétaire a infligé des dégâts importants au commerce britannique, spécifiquement dans le domaine du charbon : la hausse de la livre renchérisait les biens britanniques par rapport à ceux du reste du monde », note Clara Mattei (p. 91). Tout comme aujourd'hui, la surévaluation de l'euro pour une bonne partie des pays de la zone nuit à leur balance commerciale, serait-on tenté d'ajouter...

C'est l'Europe qui devait réconcilier la gauche et le patronat. Et c'est Jacques Delors, à la tête du ministère français de l'Économie et des Finances d'abord, de la Commission européenne ensuite, qui en serait l'architecte.

Pourquoi la classe dominante britannique a-t-elle imposé une austérité si peu favorable à son industrie ? « De mauvaises ventes impliquaient une hausse du chômage, qui a contribué à écraser les syndicats et plus spécialement leur pouvoir d'imposer un changement social », répond-elle⁵. L'arrimage de la livre à l'étalon-or, la surévaluation de la monnaie britannique qui s'en est suivie, ont effectivement contribué à déprimer l'activité nationale – les produits britanniques étant confrontés à une concurrence étrangère déloyale. Cette dépression a conduit à une multiplication par quatre de la quantité de chômeurs : une nouvelle donne qui devait être fatale au pouvoir de négociation des salariés.

Aussi ne s'étonnera-t-on pas de la corrélation entre accroissement du taux de chômage et du taux d'exploitation (32 % au cours de la phase « austéritaire » des années 1920) que relève Clara Mattei pour la Grande-Bretagne.

En Italie, la répression directe des syndicats a joué un rôle plus important. En 1927, avec la Charte du travail, l'État (sous l'impulsion du patronat) se substitue au marché dans la fixation des salaires. Une « austérité industrielle » d'une ampleur inouïe est imposée : les salaires diminuent de 26 % en trois ans⁶... Mais il n'est pas interdit de supposer que l'arrimage de la lire à l'or avait pour motivation de pérenniser cet état des rapports de force. Dans un discours prononcé en 1927, Mussolini lui-même estime que le respect des règles de l'étalon-or permettra de favoriser « la discipline de fer et le dur labeur pour les Italiens ».

De l'étalon-or à l'euro

Ajustement sur la monnaie ou ajustement sur les salaires. Dévaluation ou déflation : le dilemme des organisateurs de la conférence de Gênes était aussi celui des « pères fondateurs » de la construction européenne. Peut-on réellement postuler qu'ils ignoraient ces mécanismes fondamentaux ? Que le caractère néolibéral de l'Union européenne est apparu comme une surprise⁷ ?

Il serait stérile de spéculer sur les intentions des uns et des autres. Il est peut-être plus utile de se reporter à leurs déclarations publiques. Avant le tournant de 1983, de nombreux dirigeants du Parti socialiste ne faisaient pas mystère de la contradiction frontale entre le cadre européen et les aspirations égalitaires de leur électorat. On

citera François Mitterrand lui-même, qui écrivait dans une tribune datant de 1968 : « Une France socialiste dans une Europe libérale : cette question est d'actualité brûlante pour la gauche [...] La gauche devra-t-elle opter pour l'Europe contre le socialisme, ou pour le socialisme contre l'Europe⁸ ? »

Le tournant néolibéral de 1983 achevé, c'est l'Europe qui devait réconcilier la gauche et le patronat. Et c'est Jacques Delors (à la tête du ministère de l'Économie et des Finances d'abord, de la Commission européenne ensuite) qui en serait l'architecte. Le « rapport Delors sur l'union économique et monétaire », préparé par la Commission et adopté par les États en 1989, donne le ton⁹. Il se félicite de la « nette tendance au ralentissement du rythme moyen de hausse des prix et des salaires » permise par l'approfondissement de la construction européenne ; et ajoute qu'il faut « s'employer à convaincre les chefs d'entreprise et les travailleurs des avantages de politiques salariales fortement axées sur les améliorations de la productivité ».

On y lit que « la flexibilité salariale est nécessaire pour éliminer les différences de compétitivité entre les pays et régions de la communauté ». Et on y découvre un hommage à « l'effet de discipline » exercé par « les forces du marché » : une fois l'union économique et monétaire achevée, « les marchés financiers [...] sanctionneraient les écarts par rapport aux orientations budgétaires arrêtées en commun ou aux accords salariaux, et exerceraient donc une pression en faveur de politiques plus saines ».

La suite est connue. La voie de la dévaluation, déjà abandonnée en 1983, fut rendue impossible par l'adoption de l'euro. Et c'est la « dévaluation interne », sous la forme de la compression des salaires, que l'on allait systématiser.

À cette lueur, on comprend mal (ou on ne comprend que trop bien) l'hommage appuyé d'une partie de la gauche à la vision européenne de Jacques Delors. On comprend en revanche parfaitement les mots élogieux d'Emmanuel Macron, adressés à l'homme de la « réconciliation du socialisme de gouvernement avec l'économie sociale de marché » – par le truchement de la construction européenne.

SOURCE : *LVSL.FR*

Notes :
1 « Je dois placer au cœur des priorités nationales la renonciation consciente des droits obtenus par les estropiés, les invalides, les soldats. Ces renoncements, qui constituent un sacrifice sacré consenti pour l'âme de notre pays, ont un nom : austérité » (p. 244).
2 Ainsi, Serge Bernstein et Pierre Milza, historiens de référence de la période fasciste, estiment que si Mussolini a tenu à maintenir l'arrimage de la livre à l'étalon-or – aux implications déflationnistes terribles pour la population – c'est à cause... d'un attachement idéologique au principe d'une monnaie forte ! (Le Fascisme italien 1919-1945, Points, 2018).
3 Cité p. 152.
4 Les taxes à la consommation comme facteur de réduction de la demande est ouvertement théorisé par Ralph George Hawtrey, l'économiste du Trésor britannique : « La taxation [à la consommation], en réduisant les ressources disponibles pour les citoyens, les induit à réduire leur consommation des marchandises » (cité p. 180).
5 Elle rejoint ainsi les analyses de l'économiste Michal Kalecki sur « les aspects politiques du plein-emploi... ». « Sous un régime de plein-emploi permanent, la menace du chômage cesserait de jouer son rôle de mesure disciplinaire. La position sociale des chefs d'entreprise serait ébranlée, tandis que l'assurance et la conscience de classe de la classe ouvrière s'accroîtraient » (« The Political Aspects of Full Employment », Political Quarterly, 14, 1943).
6 Les économistes italiens qui conseillaient Mussolini étaient souvent d'obédience néoclassique, attachés à l'idée d'un marché du travail parfaitement concurrentiel, sur lequel le salaire s'équilibrerait en fonction de l'offre de travailleurs et de la demande de travail. Ils estimaient que le marché du travail était distordu par le pouvoir des syndicats. Ironie de l'histoire, c'est seulement avec l'appui des matraques fascistes qu'ils ont pu faire advenir un marché du travail (supposément) concurrentiel.
7 Il est difficile de dater le « point de bascule » à partir duquel les institutions européennes sont devenues fondamentalement néolibérales. Voir Aurélie Dianara, « Europe sociale : aux origines de l'échec », Le vent se lève, avril 2023.
8 Voir William Bouchardon, « La construction européenne s'est faite contre le peuple français – entretien avec Aquilino Morelle », Le vent se lève, 22 novembre 2021.
9 Rapport sur l'Union économique et monétaire dans la Communauté européenne, Commission européenne, 12 avril 1989. Consultable en ligne : https://www.cvce.eu/content/publication/2001/11/22/725f74fb-841b-4452-a428-39e7a703f35f/publicable_fr.pdf

ÉMIRAT D'ABU DHABI /EGYPTE

Pourparlers «avancés» sur un accord foncier de 22 milliards \$

Une fois signé, l'accord pourrait stimuler la croissance économique et atténuer la sévère pénurie de devises étrangères dont souffre le pays le plus peuplé du monde arabe. L'émirat d'Abu Dhabi est en pourparlers avancés avec l'Egypte sur un accord foncier de 22 milliards de dollars portant sur l'achat et le développement de vastes terrains situés sur la côte nord du pays d'Afrique du Nord, a rapporté Bloomberg citant des sources proches du dossier. Un responsable égyptien a révélé au média américain que le gouvernement égyptien a choisi un consortium originaire des Emirats arabes unis qui travaillera avec des partenaires locaux sur le développement de Ras El-Hekma, une vaste région côtière située à environ 350 kilomètres au nord-ouest du Caire, sans plus de précision. D'autres sources ont également indiqué que l'Egypte pourrait rester propriétaire d'environ 20% du vaste territoire de 180 millions de mètres carrés qui fait l'objet de négociations entre Abou Dhabi et les autorités égyptiennes. Cette part comprendrait, selon eux, des terrains qui seront mis à la disposition du promoteur immobilier local Talaat Moustafa Group et de certaines entités publiques égyptiennes. Le président de l'Autorité générale égyptienne pour l'investissement et les zones franches (GAFI), HossamHeiba (photo), a déclaré, dans une interview accordée à la chaîne CNBC Arabia, que l'estimation initiale du montant de la transaction s'élève à 22 milliards de dollars, indiquant qu'un accord devrait être conclu prochainement. Il a cependant refusé de fournir d'autres détails sur le projet. Les Emirats arabes unis sont une fédération de sept émirats, dont Abu Dhabi. Cette riche monarchie pétrolière du Golfe a déjà offert un important soutien économique à l'Egypte depuis l'accession de l'ex-chef de l'armée, Abdel Fattah al-Sissi, à la présidence en 2014. Un accord foncier de 22 milliards de dollars entre l'Egypte et Abu Dhabi serait une aubaine pour le pays le plus peuplé du monde arabe qui s'efforce, depuis plus de deux ans, de relancer son économie et de mettre fin à une sévère pénurie de devises étrangères consécutive au double choc de la pandémie de covid-19 et de la guerre en Ukraine.

ÉMIRATS ARABES UNIS ET CAMBODGE

L'accord de partenariat économique global entre en vigueur

L'accord économique global des Émirats arabes unis avec le Cambodge est officiellement entré en vigueur, promettant d'améliorer les flux commerciaux, de créer des opportunités d'investissement stratégique et d'accélérer la diversification économique pour les deux pays.

L'accord y parviendra grâce à la suppression ou à la réduction des droits de douane sur plus de 92 % des lignes de produits, à l'élimination des obstacles inutiles au commerce et à l'amélioration de l'accès au marché pour les exportations de services. L'accord économique global entre les Émirats arabes unis et le Cambodge est le cinquième CEPA à entrer en vigueur ; l'accord a le potentiel de plus que doubler la valeur totale du commerce non pétrolier entre les Émirats arabes unis et le Cambodge pour atteindre 1 milliard de dollars américains d'ici à 2030. Il s'appuie sur des relations bilatérales croissantes qui ont permis au commerce non pétrolier de dépasser 407 millions de dollars américains en 2022, soit une croissance de 33 % par rapport à 2021. Au cours des neuf premiers mois de 2023, le commerce extérieur non pétrolier des Émirats arabes unis avec le Cambodge a dépassé 300 millions de dollars américains, un chiffre comparable à celui de la même période en 2022 et supérieur de

30,5 % à celui de 2021. L'une des économies les plus prometteuses de l'Asie du Sud-Est, le Cambodge a connu une croissance de 5,2 % en 2022, s'appuyant sur un taux de croissance annuel de 7,7 % entre 1998 et 2019. Grâce à cet accord, les Émirats arabes unis bénéficieront de nouvelles possibilités d'exportation dans les secteurs des machines, des huiles et des lubrifiants, ainsi que des voitures et des pièces détachées automobiles, tandis que les principales exportations cambodgiennes devraient être les céréales, les fruits, les viandes, les aliments transformés, les vêtements, les chaussures et les articles de maroquinerie. L'accord devrait également accélérer les flux d'investissement entre les deux pays dans des secteurs prioritaires, notamment la logistique et les infrastructures, les projets de voyage et de tourisme et les énergies renouvelables. L'IDE bilatéral s'élevait à 3,8 millions de dollars américains à la fin de 2020, tandis qu'à la fin du premier semestre 2022, le total des flux d'investissement des Émirats arabes unis

au Cambodge atteignait près de 3 millions de dollars américains. Dr. Thani bin Ahmed Al Zeyoudi, ministre d'État des Émirats arabes unis pour le commerce extérieur, a déclaré : "La mise en œuvre de notre accord de partenariat économique global avec le Cambodge marque une nouvelle étape importante dans notre programme de commerce extérieur, renforçant les relations bilatérales avec un partenaire robuste et agile dans la région de plus en plus importante de l'ASEAN. "Cet accord jette les bases d'un partenariat tourné vers l'avenir, qui crée de nouvelles opportunités, stimule les investissements dans les secteurs prioritaires et accélère la sécurité économique mondiale. En renforçant les routes commerciales entre l'Est et l'Ouest, nous espérons que l'accord permettra d'exploiter les nombreux avantages découlant d'un commerce ouvert et fondé sur des règles, un système dans lequel nos deux nations partagent une croyance commune".

ARABIE SAOUDITE

Ryad revoit ses ambitions touristiques à la hausse

L'Arabie saoudite a accueilli 27 millions de visiteurs étrangers en 2023 et ambitionne de porter ce nombre à 70 millions d'ici 2030, soit plus du double de son objectif initial, a déclaré le ministre saoudien du Tourisme Ahmed Al Khateer. Outre les pèlerinages et les visites religieuses dans les lieux les plus saints de l'islam, La Mecque et Médine, l'Arabie saoudite développe de nouvelles attractions, comme un projet cul-

turel près des tombes nabatéennes d'Al Ula ou un centre balnéaire sur la mer Rouge, pour attirer une clientèle internationale et locale. En 2023, "nous avons atteint 100 millions de touristes cette année, 77 millions de l'intérieur du pays et 27 millions de l'étranger, soit plus de 100 millions", a déclaré M. Khateer, lors d'une conférence organisée par le fonds souverain saoudien. Les autorités ont donc revu leurs

ambitions à la hausse, visant désormais le seuil des 150 millions de touristes en 2030, dont 70 millions venant de l'étranger, contre un objectif de départ de 30 millions, a-t-il ajouté. Le tourisme est l'un des piliers du programme de réforme du prince héritier Mohammed ben Salmane, visant à préparer le premier exportateur de brut au monde à l'après-pétrole. Le pays a toujours accueilli les pèlerins et les hommes d'af-

fares, mais il n'a ouvert ses portes au tourisme d'agrément qu'en 2019, quelques mois avant la pandémie du COVID-19 qui a ravagé l'industrie. Le royaume a assoupli ces dernières années certaines règles, comme l'interdiction des cinémas ou des concerts mixtes, mais d'autres restrictions, notamment l'abolition de l'alcool, pourrait limiter son attractivité.

INDICATEURS DE CROISSANCE QUALITATIVE EN TUNISIE

Des résultats mitigés

Selon les indicateurs de croissance qualitative proposés par le rapport 2024 du « World Economic Forum » sur l'avenir de la croissance, la Tunisie affiche des résultats mitigés. Elle a encore du pain sur la planche pour atteindre une croissance inclusive, durable et résiliente. En Tunisie, l'enquête a été menée par l'Iace, partenaire officiel du « World Economic Forum ». Les résultats sont globalement encourageants. Ils montrent que le ratio PIB/habitant a timidement évolué entre 2018 et 2023, néanmoins les scores obtenus dépassent la moyenne des pays à faible et moyen revenu pour les 4 indicateurs de la croissance. Ainsi, en matière d'innovation, la Tunisie affiche un score de 38,5 sur 100, un résultat qui, même s'il est relativement faible, se situe au-dessus de la moyenne (34,9) de cette catégorie de pays.

Selon les chiffres révélés par l'enquête, l'économie tunisienne est relativement inclusive en comparaison avec des économies similaires (un score de 53,6), alors qu'en termes de croissance durable, elle peut mieux faire. Pour l'indicateur résilience, elle a obtenu le score de 49,5 sur 100 surpassant la moyenne de 45,8 pour les pays en voie de développement).

Encore du pain sur la planche

Le rapport conclut que la croissance économique est nécessaire, mais pas suffisante pour améliorer la qualité de la vie des citoyens. Il affirme, en ce sens, que l'attention doit être portée aussi sur d'autres indicateurs qualitatifs qui sont liés au progrès technologique, à la répartition équitable des ressources, au respect de l'environnement ainsi qu'à la résistance

lors des périodes de crises. En outre, le rapport indique que les pays développés et en voie de développement ont encore du pain sur la planche pour atteindre une croissance durable et inclusive dotée de résilience et portée par l'innovation. Il dévoile l'écart significatif en matière d'innovation, mais aussi en matière de digitalisation entre les pays développés et moins développés. Dans les pays en voie de développement, l'accroissement des inégalités au niveau des revenus, des opportunités disponibles, de l'accès aux services les plus élémentaires, ainsi que de la défaillance de la protection sociale constituent les principaux obstacles qui s'érigent face à l'inclusivité de l'économie. Enfin, la finance et les technologies vertes constituent un moyen efficace pour atteindre la durabilité.

CAMEROUN

Fin du PPP avec le groupement français Fayat-Egis pour la construction-exploitation des péages automatiques

Cette résiliation de contrat survient alors que 7 premiers postes de péage automatique ont déjà été construits, et que leur mise en service est attendue depuis le 3ème trimestre 2023.

L'État du Cameroun a signifié à son partenaire la résiliation du contrat de partenariat public privé (PPP) attribué, le 24 avril 2019, au groupement français Fayat (Razel Bec) et Egis (Egis-Projects) pour le financement, la conception, la construction, l'équipement, l'exploitation et la maintenance de 14 postes de péage automatique sur certaines routes bitumées du pays. « J'ai l'honneur de vous faire connaître que le gouvernement du Cameroun a décidé de suspendre l'exécution dudit projet en mode PPP, en vue de sa mutation en un marché public pour son transfert en pleine propriété à l'État », peut-on lire dans une lettre que le ministre des Travaux publics, Emmanuel NganouDjoumessi, a adressée, le 2 février 2024, à Philippe Serain, le président de Tollcam Partenariat SAS, coentreprise de droit came-

rounais créée par le groupement français (50% Fayat et 50% Egis) pour la mise en œuvre du projet. En clair, l'État a décidé de retirer à Tollcam l'exploitation et la maintenance des 14 postes de péage automatique. L'entreprise ne devrait désormais qu'être chargée de leur financement, conception, construction et équipement. Des prestations pour lesquelles elle sera désormais rémunérée dans le cadre d'un marché public à conclure. Le gouvernement revient donc à une option abandonnée à la suite des études d'avant-projet détaillé (APD) réalisées à partir de 2014, aux motifs « de la complexité du projet et de la difficulté à mobiliser les financements », selon un mémoire mis à la disposition de la presse, en décembre 2020, par le ministère des Travaux publics (Mintp). En plus, les autorités ca-

merounaises remettent en question un processus en cours depuis près de huit ans. En effet, à en croire le même document, le projet d'automatisation des postes de péage routier a été déclaré éligible au régime des contrats de partenariat le 5 avril 2016, « sur la base d'une étude technico-économique à partir de l'APD ». Il a aussi reçu la non objection du Conseil d'appui à la réalisation des contrats de partenariat (Carpa), expert de l'État en matière de PPP, et un avis favorable de soutenabilité financière du ministère de Finances (Minfi), par ailleurs cosignataire avec le Mintp du contrat de Tollcam. Ce qui interroge sur les raisons de ce revirement, qui intervient alors qu'on attend, depuis septembre 2023, la mise en service des 7 premiers postes de péage automatique déjà construits.

NIGERIA

L'Etat du Niger introduit la formation professionnelle dès le primaire

En 2024, l'Etat du Niger au Nigeria s'est donné pour mission de réformer son système éducatif pour l'aligner sur les besoins de la région. Cette réforme va toucher les programmes d'enseignement et la mise à niveau des responsables du secteur. Le gouvernement de l'Etat du Niger, au Nigeria a annoncé l'introduction des programmes d'acquisition de compétences techniques et professionnelles dans les écoles primaires et secondaires. Cette nouvelle, relayée par la presse locale, a été

donnée par la commissaire à l'éducation de base et secondaire de l'Etat, Hadiza Mohammed lors d'une conférence de presse. Selon les explications de la responsable de l'éducation, tous les vendredis seront désormais réservés au programme d'acquisition de compétences dans les écoles publiques primaires et secondaires. Les élèves de ces écoles pourront, ces jours, commencer à apprendre un métier en rapport avec les besoins de l'Etat. Hadiza Mohammad a déclaré

que cette démarche s'inscrivait dans les efforts de l'Etat pour réformer son système éducatif annoncé depuis le début d'année. Ainsi, elle permettra de garantir aux élèves une meilleure insertion professionnelle. Dans le même temps qu'elle permettra à l'Etat non seulement de tenir ses objectifs de lutte contre le chômage, mais aussi de disposer d'une ressource humaine compétente prête à être investie sur les projets de développement. Selon les autorités de l'Etat, la mesure entrera en vigueur dès

le deuxième semestre. D'ici là, il faut mettre tout en œuvre pour lancer l'opération. Cette étape de préparation consistera principalement à recruter des enseignants spécialisés et recycler ceux déjà en fonction. Le mois dernier, le ministère local de l'Education a organisé en faveur de tous les acteurs du secteur de l'éducation et spécialement des enseignants, un atelier de formation pour les mettre au niveau des attentes de la réforme engagée dont le slogan est NewNiger.

BOTSWANA, AFRIQUE DU SUD ET NAMIBIE

De Beers a atteint ses objectifs avec 32 millions de carats produits en 2023

La compagnie De Beers est présente dans l'exploitation des diamants dans trois pays africains, à savoir le Botswana, l'Afrique du Sud et la Namibie. En 2022, la filiale d'Anglo American a produit 34,6 millions de carats, y compris sur sa seule opération en dehors du continent, GahchoKué au Canada. La compagnie minière De Beers a annoncé le 8 février ses résultats de production pour 2023. Les mines de diamants appartenant à la filiale d'Anglo American ont livré 31,8 millions de carats l'année dernière, soit une production en baisse de 8 % en glissement annuel, mais conforme aux prévisions de 30 à 33 millions de carats. Dans le détail, le Botswana demeure le premier pays d'origine des diamants de la compagnie, avec 24,7 millions de carats livrés par les exploitations Jwaneng et Orapa. Cela représente 78 % de la production du groupe. La production namibienne a augmenté de 9 % en glissement annuel à 2,32 millions d'onces, là où la production en Afrique du Sud a chuté de 64 % par rapport à 2022. La seule mine de diamants, Venetia, passe en effet d'une exploitation à ciel ouvert à une exploitation souterraine et n'a en conséquence livré « que » 2 millions de carats. Au total, les mines africaines du groupe ont représenté 91 % de la production, le reste de la production provenant de la mine canadienne GahchoKué contrôlée à 51 %. Partenaire majeur du Botswana dans l'exploitation des diamants, rappelons que De Beers a conclu en juin 2023 un nouvel accord valable 10 ans avec le gouvernement, après deux années de négociations. En 2024, la compagnie vise une fourchette de production comprise entre 29 et 32 millions de carats.

ANGOLA

Le gouvernement annonce l'introduction en bourse d'Unitel en 2024

L'Etat est le seul propriétaire d'Unitel depuis octobre 2022. Le président João Lourenço a nationalisé les parts de la femme d'affaires Isabel dos Santos et du général Leopoldino Fragoso do Nascimento qui détenaient chacun 25 % du capital de la société. La société télécoms angolaise Unitel sera introduite en bourse cette année aux côtés de 23 autres entreprises publiques. La décision découle de la première réunion de l'année de la Commission nationale interministérielle pour le programme de privatisation (PROPRIV). Elle a été annoncée, le

mardi 6 février, par Ottoniel dos Santos (photo), secrétaire d'Etat aux Finances et au Trésor. C'est en avril 2023 que le gouvernement angolais a dévoilé son intention de privatiser Unitel via une introduction sur la Bourse angolaise de la dette et des valeurs mobilières (BODIVA). L'Etat est devenu le seul propriétaire de la société en octobre 2022 après que le président João Lourenço a nationalisé les parts de la femme d'affaires Isabel dos Santos et du général Leopoldino Fragoso do Nascimento qui détenaient chacun 25 % du capital de la société. L'introduction en bourse d'Unitel s'inscrit dans

le cadre du programme de privatisation des entreprises publiques initié en 2018. L'Etat s'est donné pour mission de céder ses participations dans le capital de 195 sociétés afin de restructurer et redimensionner le secteur public des entreprises en Angola. Dans le domaine des TIC sont également ciblées Multitel, MS Telecom, ACS — Angola Comunicações e Sistemas, Angola Telecom et Angola Cables. L'introduction en bourse devrait permettre d'améliorer la gouvernance d'Unitel. Elle devrait également faciliter à la société la levée de capitaux pour financer son extension, investir dans de nou-

velles technologies et améliorer ses services. La société pourra ainsi renforcer sa position sur le marché télécoms angolais dont elle est la leader selon les données de l'Institut angolais des communications (INACOM). En septembre 2023, la société avait 18,5 millions d'abonnés à la téléphonie mobile à son actif pour une part de marché de 71,8 %. Ses concurrents Africell et Movitel détiennent respectivement 24,1 % et 4,1 % de parts de marché. Sur le segment du haut débit mobile, Unitel détient une part de marché de 65,7 %, contre 6,5 % pour Movitel et 27,8 % pour Africell.

POINT-MARCHÉS

Wall Street vue en légère baisse, l’Europe profite d’une série de résultats

Wall Street est attendue en légère baisse jeudi à l'ouverture et les Bourses européennes évoluent dans le vert à mi-parcours dans une séance où les investisseurs digèrent une nouvelle salve de résultats contrastés d'entreprises.

Les futures sur indices new-yorkais signalent une ouverture de Wall Street en baisse de 0,02% pour le Dow Jones, de 0,16% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,17% pour le Nasdaq. La veille, le S&P 500 a inscrit un record en séance à 4.999,89 points, très près de la barre symbolique des 5.000 points, tandis que le Nasdaq n'a besoin que d'une progression de 2,8% pour dépasser son niveau historique de novembre 2021. À Paris, vers 12h50 GMT, le CAC 40, porté par le luxe, avance de 0,72% à 7.665,73 points, à moins d'une cinquantaine de points de son pic historique, atteint le 31 janvier à 7.702,95 points. À Francfort, le Dax prend 0,39%, lui aussi très proche de son record absolu de 17.049,52 points, touché le 6 février. À Londres, le FTSE grappille 0,02%, ses gains étant limités par le compartiment de la santé, avec notamment AstraZeneca (-5,98%), dont le bénéfice a été inférieur aux attentes au quatrième trimestre. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 s'octroie 0,23% et l'EuroStoxx 50 de la zone euro 0,68%. Le Stoxx 600, qui a franchi un sommet sans précédent à 487,66 points le 2 février, avance de 0,18%, à 486,51 points, se rapprochant d'un nouveau plus haut. Les indices en Europe étant proches de leurs niveaux records, une résistance technique li-

mite logiquement d'importants gains qui sont alimentés dans la séance du jour par les valeurs liées à la consommation comme Unilever (+2,73%), qui a fait état d'une hausse de ses ventes au quatrième trimestre. Le compartiment des biens personnels et ménagers sur le Stoxx 600 prend 1,49%.

Les valeurs à suivre à Wall Street

Walt Disney gagne 6,1% en avant-Bourse après l'approbation par son conseil d'administration d'un programme de rachat d'actions de trois milliards de dollars pour l'exercice fiscal 2024. ARM s'envole de 22,4% en avant-Bourse après la publication par le groupe de prévisions de chiffre d'affaires et de bénéfice pour l'ensemble de l'année supérieures aux attentes, sur fond d'essor de l'intelligence artificielle (IA). PayPal en revanche chute de près de 9% en avant-Bourse, le spécialiste des paiements numériques anticipant une stabilité de son bénéfice ajusté pour cette année.

Valeurs en Europe

A Paris, Publicis(+0,66%), Société Générale (+0,31%) et Unibail-Rodamco-Westfield (+6,48%) sont dans le vert après leurs résultats et prévisions respectifs, tandis que Crédit Agricole(-5,0538%) et Vinci (-0,28%), sont

sanctionnés après les leurs. Le compartiment européen du luxe (+1,51%) est également bien orienté avec Kering qui prend 4,62% malgré un repli de ses ventes au quatrième trimestre. LVMH avance de 1,77% et Hermès de 2,06%. Ailleurs en Europe, Siemens, qui a fait mieux que prévu sur son premier trimestre fiscal, gagne 1,77%, tandis que Maersk plonge de 16,83%, le groupe ayant prévenu que la saturation de l'offre de porte-conteneurs affecterait son bénéfice plus que prévu cette année. Son concurrent Hapag Lloyd's chute de 10,72%. Adyen s'envole de 21,98% à Amsterdam, le groupe de paiement ayant fait état d'un bénéfice d'exploitation 2023 au-dessus des attentes et d'une baisse de ses coûts, ce qui profite également à son concurrent Worldline, en hausse de 1,41%.

Taux

Les rendements obligataires en zone euro montent avec le dix allemand qui prend près de quatre points de base, à 2,333% alors que les marchés révisent à la baisse leur hypothèse

d'une réduction des taux de la Banque centrale européenne (BCE) cette année à 120 points de base contre 130 mercredi en raison de l'appel à la prudence de plusieurs banquiers centraux. Le rendement des bons du Trésor américain à dix ans progresse également d'environ quatre points de base, à 4,1385%.

Changes

Le dollar s'affermite de 0,29% face à un panier de devises de référence, les cambistes digérant les propos de responsables de la Fed qui suggèrent que les taux vont rester à leurs niveaux actuels plus longtemps que prévu. L'euro recule de 0,19%, à 1,075 dollar, tandis que la livre sterling s'affiche à 1,2589 dollar (-0,29%).

Pétrole

Le marché pétrolier est orienté à la hausse après le rejet par Israël de la proposition de cessez-le-feu du Hamas : le Brent avance de 1,07% à 80,06 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) de 1,04% à 74,63 dollars.

CAC 40

La Bourse de Paris en hausse à l’ouverture dans l’attente de l’inflation américaine

La Bourse de Paris (CAC 40) est attendue en légère hausse à l'ouverture. Les indices européens sont dans l'attente de la publication des chiffres de l'inflation américaine. La Bourse de Paris devrait ouvrir en légère hausse lundi, patientant avant la publication des chiffres d'inflation de janvier aux Etats-Unis mardi. Le CAC 40 est attendu en hausse de 0,38 % à l'ouverture de la séance de Bourse. La semaine passée a été animée par les résultats d'entreprises et s'est conclue par un bilan hebdomadaire légèrement positif (+0,73 %). «Les

indices européens devraient ouvrir en légère hausse ce matin à l'entame d'une semaine qui sera marquée par la publication de l'inflation américaine et des ventes au détail de la première économie mondiale», prévoit John Plassard, spécialiste de l'investissement chez Mirabaud. L'indice des prix à la consommation a nettement ralenti ces derniers mois, ce qui devrait inciter la banque centrale américaine à baisser ses taux selon les investisseurs, qui s'attendent à plusieurs abaissements cette année à partir de mai. «Les données révisées d'inflation aux Etats-Unis

publiées vendredi dernier ont été insignifiantes» et n'ont pas révélé de chiffres fondamentalement différents de ceux annoncés en fin d'année dernière, rappelle Ipek Ozkardeska, analyste de Swissquote Bank. L'optimisme général des marchés autour des baisses de taux prochaines et la forte performance des actions des entreprises du secteur technologique ont poussé vendredi l'indice S&P 500, le plus représentatif du marché américain, au-dessus des 5 000 points pour la première fois de son existence, un nouveau record.

Tokyo finit en ordre dispersé après un plus haut de 34 ans pour le Nikkei

La Bourse de Tokyo a fini en ordre dispersé vendredi malgré le plus haut de 34 ans touché par un Nikkei soutenu par l'envolée de Softbank qui a annoncé avoir renoué avec les bénéfices. Le Topix a quant à lui terminé en en légère baisse, plombé par le recul de Toyota Motor 7203.T . Nissan 7201.T s'est quant à lui effondré, finissant en baisse de près de 11,7% après avoir réduit ses prévisions de volumes de ventes annuelles pour l'exercice fiscal en cours. L'indice Nikkei .N225 a gagné 0,09% à 36.897,42 points et le Topix .TOPIX , plus large, a cédé 0,16% à 2.558,52 points.

L’Europe dans le vert dans le sillage du S&P-500 et avant l’inflation US

Les principales Bourses européennes sont orientées dans le vert lundi en matinée, poursuivant l'embellie de la semaine dernière qui a permis à l'indice S&P-500 à Wall Street de clôturer à un niveau record, alors que la séance est pauvre en indicateurs économiques et que plusieurs marchés en Asie sont fermés. À Paris, le CAC 40 prend 0,41% à 7.679,17 points vers 08h40 GMT, se rapprochant de son pic historique de 7.702,95 points. À Londres, le FTSE 100 avance de 0,05%. À Francfort, le Dax s'octroie 0,36% à 16.987 points, contre un sommet absolu de

17.049,52 points. L'indice EuroStoxx 50 progresse de 0,28% et le FTSEurofirst 300 de 0,33%. Le Stoxx 600 avance de 0,40%, à 486,74 points, également proche de son record de 487,66 points. Les contrats à terme aux Etats-Unis préfigurent une ouverture stable pour les trois principaux indices de Wall Street alors que le S&P-500 a clôturé vendredi pour la première fois de son histoire au-dessus de 5.000 points, porté par des grosses capitalisations comme Microsoft (+1,55%), Alphabet (+2,11%) et Amazon (+2,71%) et Nvidia (+3,57%).

La tendance est positive en Europe dans le sillage de Wall Street et dans un contexte où les marchés sont fermés ce lundi en Chine, à Hong Kong, au Japon, en Corée du Sud, à Singapour, à Taïwan, au Vietnam et en Malaisie en raison des vacances du Nouvel An lunaire. Les gains sont toutefois limités, les investisseurs ayant surtout le regard tourné vers les chiffres de l'inflation aux Etats-Unis, prévus mardi. Le consensus Reuters table sur un chiffre inchangé en rythme mensuel (+0,3%) et une décélération sur une base annuelle (+3,8%). Les traders ont récemment revu à la

baisse leurs anticipations d'une réduction des taux directeurs en raison des dernières données économiques et des commentaires des banquiers centraux. Au moins sept responsables de la Réserve fédérale américaine (Fed) doivent s'exprimer à nouveau cette semaine, tandis qu'en Europe des interventions d'Andrew Bailey, le gouverneur de la Banque d'Angleterre (BoE), et de Philip Lane, le chef économiste de la Banque centrale européenne (BCE), sont attendues ce lundi. Sur les marchés obligataires en Europe, les rendements à long terme reculent légèrement, le dix ans alle-

mand se traitant à 2,36%, en repli d'environ deux points de base. Aux valeurs, Stellantis, qui doit publier ses résultats trimestriels jeudi, prend 0,95% alors que le fabricant de batteries ACC, dont il est actionnaire, a annoncé lundi le bouclage d'un financement majeur pour le développement de ses trois "gigafactories" européennes. A Paris toujours, la cotation de Believe est suspendue après que le groupe de musique numérique a annoncéavoir reçu de la part d'un consortium une offre d'achat. L'action était indiquée en hausse de 9,7% avant l'ouverture.

HYDROGÈNE VERT

Le Chili vient en Europe chercher des investisseurs

Le Chili vient en Europe exposer sa stratégie énergétique, à la recherche de nouveaux investisseurs dans le solaire, l'éolien et l'hydrogène vert, dans l'espoir de décarboner et de développer ses mines de cuivre et son industrie, dépendantes du charbon et du pétrole. «Avec les ressources dont il dispose, le Chili est le seul pays du monde à pouvoir prétendre devenir neutre en carbone dès 2040», 10 ans plus tôt que 2050, visé par l'accord de Paris sur le climat, a dit à l'AFP Marcos Kulka, directeur général de H2Chile, association chilienne de l'hydrogène qui réunit 102 entreprises publiques et privées.

Au milieu d'une renégociation d'un projet d'accord de libéralisation des investissements entre l'Union européenne et le Chili, M. Kulka est venu début février à Paris, au salon de l'hydrogène Hyvolution. Son but est d'expliquer aux Européens la stratégie du gouvernement chilien, dont la ministre de l'Environnement, Maisa Rojas Corradi, est une climatologue, ex-coordinatrice du comité scientifique de la COP25. Santiago, dépendant du pétrole et du charbon importé, prévoit de remplacer d'ici à 2040 ses centrales à charbon par des énergies renouvelables, utilisées à leur tour pour produire de l'hydrogène vert. Selon M. Kulka, une part de 24% de la réduction des émissions de CO2 du pays «viendra de l'hydrogène et de ses dérivés» pour décarboner l'industrie lourde, notamment l'exploitation minière du cuivre, dont le Chili est le premier exportateur mondial. Le pays compte sur l'énergie solaire dans le nord, près du désert d'Atacama et des zones minières de cuivre, et sur les forts vents dans le sud, idéaux pour les champs éoliens. Malgré sa distance de l'Europe et de l'Amérique du Nord, le Chili veut devenir «l'un des producteurs d'hydrogène vert les plus compétitifs du monde». Car «plus de 60% du coût final de l'hydrogène vient du prix de l'électricité utilisée pour le produire».

«25 gigawatts»

Le pays a «besoin d'hydrogène pour réduire les émissions de CO2 des camions de minerai,

pour les explosifs utilisés dans les mines, et pour l'énergie des transports maritimes», a détaillé M. Kulka. Et «les industriels de la chimie en ont besoin» pour décarboner leurs activités. L'abondance et les bas coûts des énergies renouvelables attirent de nombreux industriels européens, comme le groupe autrichien Austria Energy, les français Engie, TotalEnergies et EDF, ainsi que des investisseurs allemands, néerlandais ou norvégiens, désireux d'importer de l'hydrogène vert en Europe. Pour l'instant, les capacités chiliennes de production d'hydrogène vert par électrolyse - l'opération qui sépare les molécules d'hydrogène et d'oxygène de l'eau (H2O) grâce à l'électricité - restent faibles, à peine «2 mégawatts». L'objectif est de parvenir à «25 gigawatts» en 2030, a précisé M. Kulka, mais l'investissement est gigantesque. Dans un premier temps, le pays mise surtout sur la production d'ammoniac, qui sert à fabriquer des engrais agricoles, mais qui peut servir de facto de transporteur d'hydrogène. A charge pour les pays importateurs de «recraquer» la molécule NH3 de l'ammoniac à l'arrivée des bateaux pour obtenir de l'hydrogène.

«Stratégique pour l'UE»

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a prévenu que seulement 7% des projets d'énergie renouvelable dans le monde pour produire de l'hydrogène vert verraient le jour d'ici à 2030. Au Chili, 64 projets d'hydrogène vert sont an-

noncés, dont «7 ou 8 devraient recevoir une décision finale d'investissement avant la fin du premier semestre», a assuré M. Kulka. Le pays réorganise ses infrastructures portuaires adaptées à l'importation et à la distribution de pétrole et de gaz, afin de pouvoir aussi exporter de l'ammoniac. «Nous avançons rapidement» et «beaucoup d'infrastructures vont être construites», a indiqué à l'AFP Gloria Maldonado, directrice de l'entreprise nationale du pétrole chilienne ENAP, également présente à Paris. Cristian Segal, attaché aux investissements à l'ambassade du Chili à Paris, admet que l'hydrogène vert seul ne sera pas suffisant pour assurer la transition énergétique. «Il serait irresponsable de dire que l'hydrogène vert permettra d'éviter» le réchauffement et des drames comme les récents incendies géants du Chili, a-t-il relevé auprès de l'AFP. Face à ces grands projets, 100 associations de défense des droits humains et de l'environnement viennent de mettre en garde la Commission et les députés européens contre le projet d'accord UE-Chili. Le texte «est stratégique pour l'UE afin d'avoir accès aux matières premières chiliennes, mais il ne doit pas se faire à n'importe quel prix», a souligné la signataire Mathilde Dupré, coprésidente du groupe de recherche Veblen. Selon Mme Dupré, «le projet offre des normes de protection très avantageuses pour les investisseurs étrangers, sans jamais rien leur imposer ni sur les droits humains et sociaux ni sur l'environnement au Chili».

BREXIT

Le maire de Londres inquiet du «chaos» annoncé avec les nouveaux contrôles de l'UE

A partir de fin 2024, les ressortissants de pays tiers entrant dans l'Union européenne seront soumis à un nouveau système automatisé de contrôle qui risque de provoquer "le chaos" en gare de St-Pancras, selon le maire de Londres Sadiq Khan. Le maire de Londres Sadiq Khan s'est inquiété samedi du "signal terrible" qu'enverrait au monde le "chaos" annoncé à la gare St Pancras où arrive l'Eurostar avec l'entrée en vigueur d'un nouveau système de contrôle des entrées et sorties de l'UE. Les ressortissants de pays tiers entrant dans l'Union européenne vont être soumis à partir de fin 2024 à un système automatisé de contrôle des entrées et des sorties (Entry/Exit System, EES). Cette base de données centralisée comprendra notamment les photographies du visage et empreintes digitales du voyageur. Le mois dernier un comité parlementaire britannique avait alerté sur les retards importants - jusqu'à 14 heures selon eux - que l'EES pourrait entraîner aux frontières. Et en particulier à la gare londonienne de St Pancras où arrivent les trains Eurostar, liaison ferroviaire essentielle pour la capitale. "Dans l'état actuel des choses, ces nouveaux contrôles post-Brexit provoqueront le chaos à St Pancras, avec des réductions de services et des files d'attente potentiellement énormes pour les passagers aux heures de pointe", s'est inquiété samedi dans un communiqué le maire travailliste de Londres Sadiq Khan.

ÉQUATEUR

Cinq nouveaux impôts pour financer la guerre contre les gangs

C'est une victoire stratégique que vient de s'octroyer le président équatorien Daniel Noboa. Bien qu'il ne dispose pas de majorité à l'Assemblée Nationale et que cette dernière soit majoritairement opposée à la hausse de la TVA pour financer la guerre en cours contre les gangs, ce sont bien cinq nouveaux impôts qui vont renflouer les caisses bien vides de l'État. À l'origine, le chef de l'État équatorien souhaitait augmenter la TVA de 12% à 15%, en

épargnant seulement les produits de première nécessité. Malgré son accord législatif avec la droite et les soutiens de l'ancien président Rafael Correa, ces derniers ont refusé toute hausse d'impôts. Grâce à son droit de veto, Daniel Noboa a alors fait une contre-proposition que l'Assemblée n'a pas approuvée mais, faute de majorité, elle n'a pas non plus ratifié son refus initial concernant les hausses d'impôts.

C'est donc la contre-proposition du président équatorien qui va entrer en vigueur par défaut. La TVA va augmenter de 12% à 13% avec la possibilité de pousser jusqu'à 15% si les circonstances le méritent et après avis favorable du ministère de l'Économie et des Finances. Cette hausse sera limitée à 5% pour les matériaux de construction. Les grandes et moyennes entreprises devront payer une contribution temporaire pour la sécurité de 3,25% sur les utilités

extraordinaires de l'année fiscale 2022. Amendes Il s'agira ici d'un paiement unique avec des amendes prévues pour les compagnies refusant de verser leur écot. Cette contribution ne sera pas appliquée aux petites et très petites entreprises. En fonction de leurs bénéfices, les banques et les coopératives seront également taxées sur leurs bénéfices 2023. L'impôt à la sortie de devises pourra augmenter de 3,5 à 5%.

LE BITCOIN APPROCHE DES 50.000 DOLLARS

L'effet ETF est digéré

Bousculée par l'arrivée des ETF bitcoin spot aux Etats-Unis, la reine des cryptomonnaies s'est approchée du seuil symbolique des 50.000 dollars. Le bitcoin s'est approché vendredi du seuil symbolique de 50.000 dollars, sur un marché qui a retrouvé ses esprits un mois après le lancement d'un nouveau produit de placement, sur fond d'appétit pour le risque. Vers 01H00 GMT samedi, la reine des devises numériques s'effritait de 0,32%, à 47.301 dollars. Plus tôt, elle était montée jusqu'à 48.187 dollars, en progression de 14%

sur la semaine. La cryptomonnaie a subi, depuis un mois, le contrecoup de l'autorisation, délivrée début janvier par le régulateur américain (SEC), de mise sur le marché d'un nouveau produit d'investissement en bitcoin, appelé ETF (exchange traded fund). Ces ETF, que l'on peut acheter et vendre à tout moment, permettent désormais de profiter des variations de la monnaie numérique sans en détenir directement. Parmi les établissements à en proposer, Grayscale a obtenu la conversion en ETF d'un fonds

existant, qui affichait plus de 28 milliards de dollars d'actifs avant le feu vert de la SEC. Après cette conversion, des clients ont retiré plusieurs milliards de dollars du fonds, incités par la facilité d'utilisation des ETF et décidés à prendre quelques bénéfices car le bitcoin s'était beaucoup apprécié.

Pression vendeuse terminée

Sous pression, la cryptomonnaie a alors décroché, tombant jusqu'à 38.509 dollars, fin janvier, avant de rebondir. "Les sorties chez Grayscale ont nettement ralenti,

tandis que les flux entrants sur les ETF en général ont augmenté", observe James Butterfill, responsable de la recherche chez le gestionnaire d'actifs Coinshares. "Il semble que la pression vendeuse ait disparu et que l'on va maintenant bénéficier de l'arrivée d'investisseurs traditionnels", qui se tenaient jusqu'ici à l'écart des cryptomonnaies, abonde Darius Tabai, directeur général de la plateforme d'échanges Vertex Protocol. Selon Matthew Graham, associé gérant de la société de capital-investissement RyzeLabs, les en-

trées nettes sur les ETF ont atteint 1,82 milliard de dollars la semaine dernière. Pour Darius Tabai, l'accélération du bitcoin tient aussi à un climat général d'appétit pour le risque, illustré par une série de records à Wall Street. Beaucoup estiment que l'ascension de la cryptomonnaie star n'est pas terminée. A moyen terme, "la perspective de baisses de taux" de la banque centrale américaine (Fed) "pourrait renforcer l'attractivité du bitcoin", estime Matt Prusak, directeur général du "mineur" (créateur de bitcoins) Ionic Digital.

Voici le nouvelle Aston Martin Vantage (2024)



En quête d'un plaisir de conduite à l'ancienne, la nouvelle Aston Martin Vantage s'attaque à la technologie de pointe. Mais pas à une motorisation électrique, puisque la voiture de sport reste fidèle au V8 AMG de 665 ch. À l'instar de la DB12 par rapport à la DB11, le côté "nouvelle génération" de la nouvelle Aston Martin Vantage n'est pas tout à fait clair. Mais même s'il s'agit d'une évolution complète de la génération précédente, nous sommes heureux que le constructeur britannique de voitures de sport s'aventure vers un successeur direct. Lors du développement de la nouvelle Vantage, les ingénieurs se sont concentrés sur le "plaisir de conduire authentique".

Sous le capot de la nouvelle Aston Martin Vantage se trouve le désormais familier V8 4 litres d'origine AMG, toujours suralimenté par deux turbos. Le moteur n'a pas été repris tel quel : les ingénieurs ont réussi à augmenter la puissance à 665 ch et le couple maximum à 800 Nm, soit un gain de 150 chevaux et de 115 Newton mètres respectivement.

La nouvelle Aston Martin transmet cette puissance aux roues arrière par l'intermédiaire d'une boîte de vitesses automatique à huit rapports fabriquée par ZF (avec un rapport final raccourci) et d'un différentiel à glissement limité actif (e-diff). Grâce au Launch Control, la sportive britannique passe de 0 à 100 km/h en 3,4 s, tandis que la vitesse maximale s'élève à 326 km/h. Pour exploiter ce potentiel moteur supplémentaire, la nouvelle Aston Martin Vantage est dotée d'une structure de carrosserie considérablement renforcée. La suspension reçoit une nouvelle génération d'amortisseurs adaptatifs Bilstein DTX, plus réactifs, qui, associés à la parfaite répartition des masses 50/50 et aux pneus Michelin Pilot Sport S 5 (275/35 R21 à l'avant et 325/30 R21 à l'arrière), devraient assurer à la Vantage une conduite vive et prévisible. Les freins en carbone céramique restent en option.

Pour 2024, la nouvelle Aston Martin Vantage voit sa partie "hardware" bénéficier d'une partie logicielle profondément améliorée et développée en interne. Outre le calibrage des différents modes de conduite, les ingénieurs ont consacré beaucoup de temps à la mise au point de la direction électrique. Le contrôle électronique de stabilité est désormais commandé par un module IMU intégré (mesure inertielle avec mesure 6D pour "Surge" (translation avant-arrière), "Heave" (mouvement vertical), "Sway" (translation latérale) avec "Roll" (roulis), "Pitch" (tangage) et "Yaw" (lacet)). L'antipatinage est également doté de solutions de réglage étendues.

LE DIESEL

Ce moteur mal aimé qui n'est pas près de disparaître de nos routes

Le début d'année est positif pour le marché de l'occasion qui reste malgré tout très porté sur les véhicules anciens : les VO de plus de 15 ans sont d'ailleurs particulièrement recherchés... en diesel.

Le marché de l'occasion n'a pas connu de "remontada" fulgurante en 2023 puisque les ventes sont restées stables, à un peu plus de 5 millions d'unités. Et parmi elles, un paquet de véhicules diesels. Les premiers chiffres de 2024 sont tombés et selon Opteven et NGC Data, la popularité du moteur diesel en seconde main n'est plus à démontrer. Elle a même tendance à s'amplifier au fil des ans alors que tout devrait pourtant ralentir les ardeurs des acquéreurs vis à vis d'un moteur condamné à terme par les grandes métropoles et par l'Europe.

Electrique récente sinon rien

Sur le mois de janvier, 495 191 véhicules d'occasion et utilitaires légers ont été vendus en France, avec 86 % de taux de VP. C'est un démarrage plus que correct pour les spécialistes du VO qui vont espérer une année 2024 un peu plus porteuse que la précédente. Et ils pourraient justement se frotter les mains puisque le niveau de commandes de véhicules neufs en 2023 a baissé de près de 10 % en France selon de récentes données.

Des acheteurs qui fuient le neuf trop cher et qui pourraient être tentés par une occasion récente.

C'est particulièrement le cas dans cette nouvelle catégorie que l'on appelle des VEO (Véhicule électrique d'occasion) : 10 372 ventes en janvier 2024, soit un peu plus de 2 % de parts de marché. C'est encore faible, mais les ventes de VEO sont en constante progression. Ce marché a toutefois une particularité : il est exactement l'opposé du VO classique ! En effet, les catégories d'électrique d'occasion les plus vendues sont les moins de 2 ans (41 %) devant les 2 à 4 ans (40 %). Ceci pose alors problème pour la revente de voitures électriques de 5 ans ou plus qui vont probablement rester plus durablement sur les bras des revendeurs. La conséquence d'un marché dont la technologie et les prestations évoluent vite.



Le diesel plaît toujours autant

Les véhicules thermique répondent donc à une logique à peu près inverse : les modèles les plus âgés sont ceux qui rencontrent le plus de succès. La hausse globale est en effet à mettre sur le compte de deux catégories : entre 4 et 7 ans, et plus de 15 ans. Et les premiers chiffres de 2024 montrent que l'on est encore loin d'un désamour pour le diesel !

Sur le seul segment des plus de 15 ans, la part du diesel dans la revente est passée de 58 % en 2023 à 60 % en janvier 2024. Une donnée qui reste toutefois à nuancer : à cette époque, le diesel représentait en-

core le gros des immatriculations. Il est donc logique d'avoir moins d'essence dans les occasions les plus âgées. Des véhicules diesel anciens qui n'auront toutefois plus accès dans la quasi totalité des grandes métropoles dans quelques années et qui deviendront donc difficiles à revendre... ou pas. Selon une récente étude d'Aramis Auto, de nombreux Français sont en effet prêts à braver l'interdiction de circulation dans les ZFE pour les voitures diesel les plus polluantes, par manque de moyens financiers pour acquérir une motorisation plus récente, ou tout simplement parce que leur véhicule diesel fonctionne encore parfaitement bien et reste entretenu.

VOLKSWAGEN

500.000 km avec une batterie à l'état solide

Dans le cadre de son partenariat avec la start-up américaine QuantumScape, Volkswagen a récemment testé une batterie à l'état solide capable de durer 500.000 km en ne perdant que 5 % de capacité de stockage. Pour soutenir l'essor des voitures électriques, les constructeurs testent et développent différentes technologies liées à la puissance de recharge rapide des batteries, à leur densité énergétique ou à l'usure des cellules, afin de rassurer les clients potentiels sur la durabilité de leur futur VE, sur son autonomie et/ou sa flexibilité d'usage. Dans ce cadre, certains travaillent sur la mise au point de batterie à l'état solide, à l'instar de Volkswagen avec la start-up américaine QuantumScape, dont elle est le principal actionnaire via sa filiale PowerCo. Récemment, QuantumScape a publié un rapport de test qui atteste d'une perte de capacité de stockage nettement inférieure aux prévisions et qui permettrait une durée de vie de la batterie de 500.000 km.



5 % perdus en 1000 cycles

Jusqu'à présent, il était admis que pour pouvoir être commercialisée, une batterie à l'état solide ne devrait pas dépasser une perte de capacité de stockage de plus de 20 % au bout de 700 cycles de charge. Or, les tests menés par QuantumScape sur sa technologie de batterie à l'état solide ont révélé des résultats nettement

plus favorables. Selon la start-up, le prototype mis à l'épreuve aurait limité la dégradation de sa capacité de stockage à seulement 5 % au bout de 1000 cycles. Une perte négligeable qui permettrait de garantir, selon Volkswagen et son partenaire, une durée de vie de la batterie de l'ordre de 500.000 km. Soit 3 fois plus que les batteries lithium-ion actuelles qui sont généralement garanties 8 ans ou 160.000 km. Cependant, cette valeur reste à relativiser. Elle se base sur le postulat qu'en moyenne une batterie fournirait une autonomie réelle de 500 km par cycle. Dans les faits, on en est encore loin aujourd'hui, le moyenne étant davantage de l'ordre de 350 à 400 km selon le type d'usage et de véhicule.

L'électronique avant l'automobile

Pour Jagdeep Singh, fondateur et PDG de QuantumScape, l'objectif est désormais de commercialiser rapidement cette nouvelle

technologie de batteries en commençant « petit » pour aller vers des capacités de stockage supérieures plus tard. L'idée est donc de d'abord fournir des batteries pour des appareils électroniques – typiquement des smartphones et des ordinateurs – afin d'optimiser la production et mieux comprendre la technologie avant de l'appliquer à l'automobile, qui nécessite des batteries nettement plus conséquentes et donc une capacité de production sensiblement supérieure. En théorie, produire des batteries à l'état solide dépourvues de métaux précieux permettrait une réduction des coûts également et donc une baisse du prix de vente des voitures électriques de demain. C'est du moins ce qu'espèrent Nissan, Toyota ou BMW qui travaillent également officiellement sur cette technologie. Toutefois, les premiers modèles équipés de batteries à l'état solide ne devraient pas être commercialisés avant la fin de la décennie, voire au début de la prochaine.

LG ULTRAGEAR

Le premier moniteur de jeu OLED 4K au monde dévoilé

La gamme de moniteurs de jeu UltraGear OLED 2024 présente la technologie Pixel Sound, offrant un son clair et cinématographique qui apporte une nouvelle dimension au jeu

LG Electronics (LG) s'apprête à dévoiler sa dernière gamme de moniteurs de jeu UltraGear™ OLED, conçus pour offrir des expériences de jeu supérieures. La gamme élargie comprend le très attendu moniteur de jeu 4K de 32 pouces (modèle 32GS95UE), doté d'un taux de rafraîchissement de 240 Hz, d'un temps de réponse gris à gris (GtG) ultra-rapide de 0,03 ms, ainsi que de la fonction Dual-Hz et Pixel de LG. Technologie sonore. La société présente également des modèles stellaires de 39 et 34 pouces dotés d'écrans incurvés ultra-larges : le 39GS95QE et le 34GS95QE.

Le premier moniteur de jeu double Hz à offrir 4K 240 Hz / FHD 480 Hz

Lauréat du CES 2024 Innovation Award, le modèle 32GS95UE est le premier moniteur UltraGear équipé de la nouvelle fonctionnalité Dual-Hz, permettant aux utilisateurs de basculer entre 4K (3 840 x 2 160) à 240 Hz et Full-HD (1 920 x 1 080) à 480 Hz d'un simple clic. Cliquez sur. Cette innovation permettant de gagner du temps, facilement gérée via une touche de raccourci ou le commutateur directionnel du joystick, permet aux utilisateurs d'appliquer instantanément la combinaison optimale de résolution d'écran et de taux de rafraîchissement pour le genre de jeu auquel ils jouent. Pour les titres d'action rapides et les jeux de tir, les utilisateurs peuvent sélectionner FHD 480 Hz, tandis que les jeux visuellement riches et basés sur une histoire peuvent être appréciés en 4K 240 Hz. En plus de la fonction Dual-Hz, l'UltraGear OLED de 32 pouces possède un temps de réponse impressionnant de 0,03 ms (GtG) qui permet d'éliminer le flou de mouvement, d'améliorer la clarté et d'offrir un jeu dynamique. Ceci, combiné aux couleurs et au contraste exceptionnels pour lesquels la technologie OLED auto-éclairée de LG est connue, porte l'expérience visuelle à un tout nouveau niveau. Le 32GS95UE améliore encore l'expérience utilisateur avec ses cadres d'écran minimaux et son son puissant et nuancé. Le design pratiquement sans bordure sur



4 côtés de LG offre un affichage époustouflant qui ne détourne pas l'attention de l'action à l'écran. Le moniteur crée un paysage sonore tridimensionnel exaltant grâce à la technologie Pixel Sound et à un système audio frontal intégré comprenant deux woofers et la prise en charge de DTS Virtual:X. Les haut-parleurs sont intelligemment cachés derrière le panneau OLED lui-même, éliminant ainsi le besoin de haut-parleurs externes et économisant un espace précieux sur le bureau.

Améliorer l'immersion dans le jeu grâce à une conception innovante

Le 39GS95QE de 39 pouces, lauréat du prix de l'innovation CES 2024, et son petit frère, le 34GS95QE de 34 pouces, élargissent l'expérience de jeu avec leurs écrans OLED de résolution UltraWide Quad-HD (3 440 x 1 440) incurvés 800R et au format 21:9. Améliorant l'immersion de l'utilisateur, ces moniteurs panoramiques sont également dotés du revêtement anti-reflet et à faible réflexion de LG, d'une

conception sans bordure sur 4 côtés, d'un taux de rafraîchissement de 240 Hz et d'un temps de réponse de 0,03 ms (GtG). La courbure 800R et le format cinématique 21:9 des 39GS95QE et 34GS95QE, associés à la technologie d'affichage OLED de LG, ajoutent une nouvelle dimension aux jeux et à la visualisation de contenu. Les derniers moniteurs de jeu LG UltraGear OLED intègrent également le nouveau capot arrière au design Unity Hexagonal, intégrant de manière transparente une esthétique élégante avec une gestion efficace des câbles. Le support mince en « L », introduit cette année, offre des avantages ergonomiques, une stabilité et une efficacité d'espace. Outre les réglages d'inclinaison, de hauteur, de pivotement et de pivotement, le support a un encombrement plus réduit que le support en forme de V de 2023, ce qui permet de libérer de l'espace et d'augmenter la convivialité du bureau. Le support élégant et fonctionnel offre également une flexibilité d'installation et contribue au

look résolument futuriste des moniteurs.

Plus de modèles pour répondre aux diverses demandes des joueurs

Outre les nouveaux modèles incurvés de 32 pouces et 34 et 39 pouces, la gamme de moniteurs de jeu UltraGear OLED 2024 de LG accueille deux moniteurs de 45 pouces et un moniteur de 27 pouces (modèles 45GS95QE, 45GS96QB et 27GS95QE). Ces versions améliorées des très appréciés 45GR95QE et 27GR95QE améliorent encore la famille UltraGear, offrant l'expérience de jeu exceptionnelle pour laquelle la marque de moniteurs de jeu haut de gamme de LG est connue. Avec des taux de rafraîchissement élevés, des temps de réponse rapides et une qualité d'image exceptionnelle, ces moniteurs répondent aux attentes des consommateurs exigeants. De plus, les trois modèles sont certifiés VESA DisplayHDR™ True Black 400, offrant des écrans haute luminosité qui produisent des noirs profonds et améliorent la profondeur et les détails dans les environnements de jeu les plus sombres. Très performant, le 45GS96QB de 45 pouces plonge les utilisateurs plus profondément dans leurs jeux préférés ; son écran OLED incurvé (800R) de résolution UltraWide QHD et ses haut-parleurs intégrés garantissant des visuels et un son réalistes. Pendant ce temps, le 27GS95QE est une excellente option pour les petits espaces, fournissant un écran OLED plat de 27 pouces avec toutes les spécifications et fonctionnalités nécessaires pour les jeux de niveau supérieur. « La nouvelle gamme de moniteurs de jeu UltraGear OLED de LG améliore l'expérience de jeu grâce à des technologies révolutionnaires et une variété de tailles et de facteurs de forme », a déclaré YS Lee, vice-président et chef de l'unité commerciale informatique de LG Electronics Business Solutions Company. "LG se consacre à dominer le segment des moniteurs de jeu et à répondre aux besoins des joueurs, en concevant des produits innovants qui offrent des performances visuelles et audio profondément

En 2023, Avast a bloqué 10 milliards d'attaques !

Dix milliards. C'est le nombre d'attaques bloquées par le célèbre Avast l'an dernier. Et c'est (évidemment) un record. Lorsque l'on recherche un bon antivirus, on lorgne bien sûr du côté des ténors du genre, à commencer par Bitdefender, Norton 360, Avast ou encore Kaspersky. Avec l'augmentation constante, mais aussi (et surtout ?) la diversification des cybermenaces, il est crucial de bien protéger ses activités numériques. Le dernier rapport

signé Avast annonce une quantité record de menaces bloquées l'an dernier.

Un record sans précédent de 10 milliards d'attaques en 2023

En effet, dans son tout dernier rapport, la société Avast indique avoir bloqué plus de 10 milliards d'attaques en 2023, soit une hausse de 49 % par rapport à l'année précédente. Selon Avast, les escroqueries, l'hameçonnage et la publicité malveillante continuaient de re-

présenter plus de 75 % de l'ensemble des cybermenaces en ce qui concerne le dernier trimestre 2023. La société met également en garde les internautes face à de nouvelles méthodes à base d'IA, telles que les deepfakes, pour attirer les victimes dans des fraudes financières sophistiquées. Récemment, un employé a effectué un virement de 25 millions de dollars, dupé par un deepfake de son supérieur lors d'une visioconférence.

Gare à vos PDF !

Par ailleurs, Avast indique que si les cybercriminels apprécient les escroqueries par vidéos deepfakes, ces derniers sont également friands des menaces se propageant par le biais de fichiers PDF. Durant le dernier trimestre 2023, Avast a ainsi bloqué plus de 10 millions d'attaques à base de PDF, « protégeant plus de 4 millions d'utilisateurs dans le monde ». Les pièces jointes au format

PDF sont souvent autorisées par défaut par les systèmes anti-spam, ce qui ajoute une nouvelle couche de vulnérabilité selon Avast. L'utilisation de notifications push malveillantes dans les navigateurs web s'est elle aussi intensifiée l'an dernier, devenant l'un des outils privilégiés pour les escrocs dans divers domaines, des sites de contenus pour adultes aux escroqueries à l'assistance technique. Méfiance donc.

Mots fléchés

À la tête du service L'indispensable du cruciverbiste		Zone monétaire Sert à montrer		Bête à bon Dieu		Marier Faire obstruction		Irréprochable Ancien testament		Modération		Objectif commercial	
												Taillé	
Fait retentir la remise Ratatiner				Passée au feu Cardinaux opposés						Deuxième en montant Ville d'Auvergne			Bactériologiste allemand
								Légataire potentielle Cuite avec de l'alcool					
On compte sur son appui		Sacré dormeur Lettres de prince					Métro francilien		Affecté et méprisant Affluent du Pô				
				Source de crispation									
Ville de Mayenne Qui reste sur l'ardoise						Chicaner sur des riens							
		Marque des relations		Porter aux nues		Mis en relation Canaux internes						Geôle	
Dieu de lumière			Homme de chambre Retrait des pointes				Un vrai gentleman				Indice de chimie En contre sur scène		
Élément d'un tout	Faire le veau						Parente proche Le dernier a mal fini						Avare
					Indien du canada Pinailler				Jeu de mots	Dangereux s'il est nourri			
Mot de mioche	Ragoûts de lièvres Légère							Rien ne le presse			Devant un prince Femme de lettres		
		Planche Précieux étalon								Il est vraiment sourd Manteau d'hiver			
Signer la feuille								Jeune solipède					Carte maîtresse
Paysage de désolation Il vaut souvent le détour				Trésor de Médor			Qui a de la bouteille Oeuvre de cinéma					Accessoires pour boucher	
				Est redevable		Base de pop corn		Règles de cérémonie					
Erbium du chimiste Bête bâtée			À faire après la guerre										Il mûrit les blés
			Hantise des timides Le M grec					Ce n'est pas un service athée Assemblée générale					
Découragés		Pour couper en deux			Homme de prières					Sous le couvert			
							De l'histoire ancienne						

Plus de 130 exposants attendus à Alger

La troisième édition du Salon International de l'Agroalimentaire et de l'Emballage «AGROPACK EXPO» aura lieu du 20 au 23 Février 2024 au Palais des Expositions, des Pins maritimes - SAFEX d'Alger. Cette édition, annoncent les organisateurs, verra la participation de plus de 130 exposants de plusieurs pays, dont l'Algérie, l'Egypte, la Tunisie, la Belgique, l'Italie, la France, les Emirats Arabes Unis.... En effet, «AGROPACK Expo » est le point de rencontre des acteurs économiques pour découvrir les derniers développements du secteur ; de la matières premières, équipements, machinerie et technologies utilisés dans le domaine de l'emballage de divers types tel que carton, papier, plastique, métal , ainsi que les produits alimentaires, dans le but d'encourager les investissements et développer la qualité du produit national, ajoute la même source.

DÉCÈS DE L'ANCIEN PRÉSIDENT CHILIEN

Goudjil signe le registre de condoléances au siège de l'ambassade du Chili

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, a signé, lundi au siège de l'ambassade du Chili à Alger, le registre de condoléances suite au décès de l'ancien président chilien, M. Sebastian Pinera.

« C'est avec une grande tristesse et une profonde affliction que nous avons appris le décès, le 6 février 2024, de l'ancien président du Chili, Sebastian Pinera », a écrit M. Goudjil sur le registre de condoléances.

Avec sa disparition, le Chili perd un éminent homme d'Etat ayant contribué à la consécration des fondements de la pratique démocratique et au processus de développement de son pays, dans une conjoncture cruciale de son histoire, laissant derrière lui un parcours jalonné de réalisations, a ajouté le président du Conseil de la nation.

« En cette douloureuse circonstance, je présente, au nom du président de la République, au nom du peuple et du Gouvernement algériens et en mon nom personnel, mes sincères condoléances à la famille du défunt et au peuple chilien ami, les assurant de ma profonde compassion », a-t-il conclu son message.

ESPAGNE

Huit tonnes de cocaïne saisies

Les douanes espagnoles ont annoncé, lundi, avoir intercepté huit tonnes de cocaïne dans le port d'Algésiras (sud), une cargaison cachée dans un conteneur provenant d'Amérique latine et qui constitue l'une des saisies les plus importantes réalisées dans le pays.

La drogue était dissimulée à l'intérieur d'une structure métallique fabriquée à partir d'un alliage spécial destiné à tromper le scanner des autorités, afin de ne laisser apparaître à l'image que la forme du produit figurant sur le bordereau, à savoir un générateur, explique le service de douanes dans un communiqué.

Les douanes précisent que c'est la première fois qu'elles ont affaire à cette méthode. Malgré ce trucage, le scanner a détecté « une grande quantité de marchandise » qui occupait presque tout l'espace de la structure métallique située dans le conteneur et qui s'est avérée être « de la cocaïne d'une grande pureté » pour un poids total de huit tonnes.

La saisie « figure parmi les plus importantes effectuées en Espagne ces dernières années », souligne le communiqué. La personne qui devait réceptionner la drogue en Espagne a été arrêtée. Le conteneur venait du Suriname, en Amérique latine, et avait fait escale au Panama.

A rappeler que deux gardes civils ont été tués vendredi soir lorsque le zodiac dans lequel ils se trouvaient a été percuté par une vedette rapide utilisée par un gang de narcotrafiquants qu'ils poursuivaient dans le port de Barbate, à quelque 70 kilomètres d'Algésiras. Huit personnes ont été arrêtées.

RUSSIE

Baisse des exportations vers l'Europe de près de 70% l'an passé

La Russie a connu en 2023 une dégringolade de ses exportations vers l'Europe, sur fond de lourdes sanctions en raison de son offensive en Ukraine et a poursuivi sa réorientation vers les marchés asiatiques, selon des chiffres officiels. Les exportations de marchandises de la Russie vers l'Europe l'an passé ont chuté de 68%, à 78,8 milliards d'euros, ont indiqué lundi les douanes russes, citées par l'agence de presse Interfax. Au total, les exportations russes ont diminué de 28,3% par rapport à 2022, selon cette source, illustrant les difficultés persistantes à remplacer ses anciens partenaires européens par de nouveaux clients en Asie, mais aussi en Afrique et en Amérique du Sud. Frappée par de lourdes sanctions occidentales depuis fin février

2022, l'économie russe a vu le marché européen se refermer partiellement, notamment en ce qui concerne les exportations de gaz naturel et de pétrole. Le coût du conflit en Ukraine reste donc important pour Moscou malgré les satisfécits du Kremlin qui assure que son économie a résisté aux mesures restrictives et se tourne vers d'autres marchés. Signe de ces changements en cours, l'an passé, les exportations russes vers l'Asie ont connu une hausse de 5,6% (à 284 milliards d'euros), tandis que les importations en provenance du continent asiatique ont augmenté de 29,2% (à 174 milliards d'euros), toujours selon les douanes russes. La balance commerciale russe a elle atteint 130 milliards d'euros, en baisse de près de 60% par rapport à 2022, quand l'assaut

russe en Ukraine avait fait exploser les prix mondiaux de l'énergie, manne financière vitale pour Moscou. Les douanes russes ont arrêté de publier de nombreuses données --notamment la répartition précise par pays-- dans la foulée du lancement de l'offensive en Ukraine. Dans ce contexte de restructuration de l'économie russe, la Chine est devenue le principal partenaire économique de Moscou depuis deux ans, échangeant ensemble pour un peu plus de 220 milliards d'euros en 2023, un record, selon les douanes chinoises qui ont communiqué mi-janvier. Pour la première fois de l'histoire, le montant de yuans conservés dans les banques russes fin 2023 a dépassé celui des dollars, d'après la Banque centrale russe.

GHAZA

Un niveau «sans précédent» de conditions proches de la famine

La population de Ghaza souffre d'un niveau « sans précédent » de conditions proches de la famine en raison de l'agression sioniste contre l'enclave, a indiqué lundi le Programme alimentaire mondial (PAM). Quelque 550.000 personnes se retrouvent face à une insécurité alimentaire catastrophique, alors que toute la population est affectée par la situation, a déploré de son côté l'agence de l'ONU pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), dont le siège est à Rome.

« On assiste à des niveaux sans précédent d'insécurité alimentaire aiguë, de faim et de conditions proches de la famine à Ghaza », a déclaré la directrice générale adjointe de la FAO, Beth Bechdol, citée dans un communiqué de la FAO. La totalité des 2,2 millions d'habitants à Ghaza figurent dans les trois niveaux plus éle-



vés d'urgence alimentaire, du niveau 3 d'urgence au niveau 5 de catastrophe. La classification de sécurité alimentaire (IPC) compte en tout 5 niveaux. « A ce stade, environ 25% de ces 2,2 millions figurent dans les niveaux plus élevés de la

classification IPC », a souligné Beth Bechdol. Rafah, une ville au sud de Ghaza à la frontière avec l'Egypte, est devenue le dernier refuge pour des civils en fuite. Nombre d'entre eux dorment dehors dans des tentes ou des abris de fortune, en manque d'eau, de nourriture et de services sanitaires.

« En ce moment, la priorité absolue est d'assurer que la nourriture, l'eau et les fournitures médicales soient les livraisons prioritaires entrant dans Ghaza », a indiqué Beth Bechdol. Ghaza assurait sa « propre production de fruits et légumes, et disposait d'un secteur solide de production de bétail à petite échelle », mais « selon nos évaluations des dégâts, la plupart de ces élevages mais aussi l'infrastructure nécessaire pour la production agricole ont été virtuellement détruits », a-t-elle déploré.

BORRELL

L'UNRWA doit pouvoir poursuivre son travail à Ghaza

Le Commissaire européen aux Affaires étrangères et à la sécurité de l'Union européenne (UE), Joseph Borrell, a souligné, lundi, que l'Office de secours et de travaux des Nations-unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA) "doit pouvoir poursuivre son travail".

"Personne d'autre ne peut faire ce que fait l'UNRWA", a martelé M. Borrell dans une déclaration aux médias peu avant le début d'une réunion des ministres du Développement de l'UE tenue à Bruxelles.

"Attendons que les enquêtes soient ter-

minées. En attendant, les gens devraient continuer à manger et à consulter des médecins", a-t-il ajouté.

L'UNRWA avait annoncé récemment qu'en l'absence des financements, elle ne sera plus en mesure de poursuivre son travail au-delà de la fin du mois de février en cours à Ghaza.

"Si le financement ne reprend pas, l'UNRWA sera dans la contrainte de cesser ses opérations à Ghaza et dans les autres territoires palestiniens", avait averti l'UNRWA.

L'Assemblée générale des Nations-unies a créé l'UNRWA en 1949 avec pour

mandat de fournir une aide humanitaire et une protection aux réfugiés palestiniens enregistrés dans la zone d'opérations de l'Office en attendant une solution juste et durable à leur sort.

L'UNRWA opère en Cisjordanie, notamment à El Qods-Est, dans la bande de Ghaza, en Jordanie, au Liban et en Syrie.

Des dizaines de milliers de réfugiés palestiniens qui ont perdu leur maison et leurs moyens de subsistance à cause du conflit de 1948, continuent d'être déplacés et ont besoin de soutien, près de 75 ans plus tard.